

7. RÉSISTANCES, NATIONALISMES, MOUVEMENTS SOCIAUX (1900-1939)

[Pierre Brocheux](#), [Daniel Hémerly](#)

La Découverte | « TAP / HIST Contemporaine »

2001 | pages 275 à 323

ISBN 2707134120

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/indochine-la-colonisation-ambigue---page-275.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Résistances, nationalismes, mouvements sociaux (1900-1939)

« Vouloir coloniser l'Asie, c'est prétendre réaliser une chimère et appeler le péril. Vous n'avez pas assez songé que ces populations asiatiques sont nos égales ; qu'elles ont joui d'une civilisation antérieure à la nôtre ; qu'elles en ont gardé le souvenir et l'orgueil. Elles ont été libres et voudront le redevenir. Il n'est pas malaisé de prévoir qu'au contact de notre civilisation, au souffle des idées d'émancipation qui courent le monde, elles sentiront bien vite s'éveiller et fermenter en elles ce besoin d'indépendance qui est la fin et l'honneur des peuples. Elles se révolteront un jour et leur révolte sera nécessairement triomphante parce que c'est le privilège immortel de la liberté de triompher partout. »

(Discours de Jules Delafosse, député bonapartiste du Calvados à la Chambre des Députés le 22 décembre 1885.)

Replacé dans la longue durée, le ^{xx}e siècle aura été pour la péninsule indochinoise l'interminable temps des révolutions. C'est leur victoire et non pas une décolonisation de type anglo-indien – somme toute pacifique – qui, dans le prolongement de la Seconde Guerre mondiale, va sonner le glas de l'impérialisme français. Donnée qui n'a rien de fortuit : de tous les mouvements nationaux ou révolutionnaires surgis dans l'Empire français, ceux d'Indochine ont été les plus précoces et les plus radicaux.

Vers 1939, leur dynamisme surprend. Il découle d'abord du fait qu'il existait au Vietnam confucéen, mais aussi au Cambodge bouddhique, et chez les Lao, une structuration nationale ancienne de la société reposant sur la cohésion villageoise, sur une identité ethno-culturelle très affirmée

et sur la continuité multiséculaire des cours princières et de l'État royal, et dont les divers imaginaires se réfèrent partout à la figure royale. Mais il résulte tout autant de la profondeur des fractures que la colonisation française a creusées dans ces sociétés. Dans la mesure où elle a déstabilisé les paysanneries, généré un tissu urbain et des îlots de développement industriel, l'implantation des mouvements politiques modernes s'est trouvée favorisée. En sens inverse, le régime colonial a freiné leur croissance en soutenant opiniâtrement les pouvoirs prémodernes. Ce faisant, il a condamné les composantes traditionalistes du nationalisme à l'impasse, et ses courants « réformistes » à l'échec, faisant ainsi le lit des courants radicaux.

Toutefois il faut se garder de tout déterminisme. Rien n'a jamais été joué d'avance. Les mouvements radicaux sont loin d'avoir été les seuls à porter l'idée nationale moderne. L'historiographie récente met en évidence l'importance des formes pacifiques du nationalisme, de ses courants gradualistes et réformateurs, leur engagement prolongé dans des collaborations plus ou moins sincères, aussi inévitables que diffuses, avec le pouvoir colonial, sans pour autant que cet engagement ait été reniement d'une volonté d'émancipation nationale à plus ou moins long terme.

Les effets sociaux de la situation coloniale ont donc été contradictoires, à la fois révolutionnaires et conservateurs. En fait, les divers ensembles humains de la péninsule vont connaître des dynamismes politiques très différenciés, marqués par d'impressionnants décalages historiques, et pourtant synchrones. Alors que l'élite vietnamienne, qui vit douloureusement l'humiliation nationale, élabore rapidement une culture politique moderne apparentée au modèle qu'en offre la Chine nouvelle, les Khmers, les Lao et les peuples de la forêt évoluent jusqu'à la Seconde Guerre mondiale dans un univers prépolitique à l'écart des grands courants de la culture mondiale : sociétés en apparence politiquement « immobiles », sans nationalisme actif, en dehors de quelques éléments des cours et des grandes familles, jusque tard dans le siècle. Ainsi se sont mises en place à l'époque coloniale les conditions historiques d'une possible hégémonie du futur État vietnamien sur l'Indochine postcoloniale.

La récurrence des résistances traditionnelles à la colonisation

Ancrées dans le passé par leurs références culturelles et par leurs modes d'organisation et d'expression, elles constituent une donnée majeure de l'histoire indochinoise jusqu'au milieu du XX^e siècle.

En pays laotien

Au Laos, construction politique ethniquement très hétérogène, la colonisation ne s'est longtemps heurtée qu'aux révoltes d'inspiration

messianique des peuples montagnards. Elle s'appuie sur l'ethnie thai des Lao – ou Lao Lum : les « Lao des plaines » –, d'ailleurs plus nombreuse au Siam qu'au Laos où elle ne représente vers 1930 qu'environ 45 % de la population. En 1907, 525 miliciens vietnamiens et 475 Lao de la garde indigène encadrés par 26 gradés européens suffisent, avec cinq petits vapeurs, pour tenir militairement le pays¹. Mal remise des grandes déportations du XIX^e siècle vers le Siam, la société lao reste encadrée par les réseaux de clientèle coutumière des anciens *muong* qui fournissent la plupart des fonctionnaires du protectorat, formés au collège Pavie puis à l'École de droit et d'administration de Vientiane ouverte en 1928, ainsi que les ministres et les dignitaires de la cour royale de Luang Prabang. Il n'existe pas de nationalisme au Laos parce que l'intelligentsia moderne y fait longtemps défaut : en 1940, il n'y a encore que sept mille élèves dans l'enseignement primaire pour un million d'habitants, et la mince élite intellectuelle est issue des familles princières. Cette consolidation historique des « féodalités » régionales est à mettre à l'actif non seulement de leur clientélisation par le régime colonial, mais tout autant de la lenteur des transformations de la petite production villageoise. Le commerce et le crédit sont aux mains des Chinois, dans les mines et les bureaux le personnel est vietnamien, comme l'est en majorité le peuplement des petits centres urbains (à 53 % à Vientiane, à 85 % à Thakhek en 1943). La ville est largement un fait vietnamien et chinois.

C'est presque exclusivement parmi les Vietnamiens, petits employés des villes, mineurs de Cammon, que l'activité du Parti communiste indo-chinois, totalement marginale par rapport au reste de cette société pluriethnique, trouvera un écho à partir de 1934. En outre, l'expansionnisme thaïlandais, réactivé vers 1937, contredit l'affermissement d'une opposition lao au protectorat français dans la mesure où celui-ci apparaît longtemps comme le nécessaire contrepoids aux visées de Bangkok. Le régime colonial cultive d'ailleurs soigneusement, depuis la période de Pavie, son image de protecteur et de rénovateur de la nation lao. C'est lui qui crée en 1941 le premier journal de langue lao, le bimensuel *Lao Nhay*. Politique qui cherche aussi à prévenir le cheminement, à la veille de la guerre de 1939, d'une conscience nationale plus radicale dans les nouvelles générations urbaines, en liaison peut-être avec l'apparition depuis 1934-1935 d'une propagande communiste en langue lao. Le prince Souphanouvong, qui, en 1937, achève dans le Paris du Front populaire ses études d'ingénieur des Ponts et Chaussées, est représentatif de ces intellectuels issus de lignées aristocratiques en sympathie avec les idées démocratiques.

En revanche, dans les populations non lao, les mouvements d'opposition à l'action coloniale ont été nombreux et ont généralement pris la forme de dissidences bouddhistes à contenu messianique, menées par des figures charismatiques locales. Ils éclatent lorsque celle-ci s'en prend, notamment par ses exigences en main-d'œuvre corvéable, aux équilibres internes des sociétés montagnardes ou à leurs systèmes de relations anciennes. La plus tenace a été la révolte des *Kha* (en thai, esclave) – en

fait les Alak, alliés aux Loven – du plateau méridional des Boloven. Véritable « guérilla de trente ans² », elle répond à la multiplication des corvées qui rompent les cycles du *ray* (la culture itinérante sur brûlis), au regroupement des villages à proximité des postes militaires dans le but d'ouvrir les riches terres rouges du plateau aux plantations européennes. Mais aussi à la dislocation des circuits commerciaux jadis orientés vers Bangkok et à la mise en place par les Français d'autorités non coutumières, prédatrices et exécrées : collecteurs d'impôts, *tasseng* (chefs de circonscription) non plus élus, mais nommés. La révolte, lancée par un paysan alak, Ong Khéo (le saint), doté de pouvoirs magiques (le « Phou mi Boun » : le « Prédestiné »), éclate en 1901 et s'étend aux Sedang de l'Annam. Savannakhet est attaquée en avril 1902 par plusieurs milliers de montagnards. Après la mort de Ong Khéo, abattu traîtreusement en novembre 1910 par l'administrateur Dauplay, son lieutenant Komadom poursuit la guérilla dans le massif du Phou Lovan. Personnage extraordinaire qui a rêvé d'unifier les tribus proto-indochinoises dans le cadre d'un *muong* khom autonome, et qui invente à cet effet l'écriture khom. La guérilla, après avoir connu un nouvel élan en 1935, n'est vaincue qu'en septembre 1936.

D'autres révoltes ont agité ponctuellement la montagne laotienne : celle des Lu en 1908-1910 dans la province de Phong Saly, celle des Thai, alliés des marchands d'opium chinois, contre les exactions de la puissante famille des Deo, cliente de l'administration coloniale, de novembre 1914 à décembre 1915, et surtout celle des Hmong de 1918 à 1922³ de part et d'autre de la frontière du Laos et du Tonkin, laquelle n'a aucun sens pour ces cultivateurs d'opium installés entre 800 et 2 000 mètres. Commencé en janvier 1918 au Yunnan chinois, leur soulèvement s'étend à partir de juin en Indochine, d'abord contre les potentats thais investis du pouvoir régional par les autorités françaises, contre leurs prélèvements exorbitants sur l'opium produit par les Hmong, puis contre leurs protecteurs coloniaux. A la fin d'octobre 1919, l'ensemble du peuple hmong est insurgé sur 40 000 kilomètres carrés sous la direction du shaman Batchai au nom de la création d'un royaume hmong à Dien Bien Phu, qui est incendié en janvier 1920. Ce n'est qu'en 1922 que l'ordre colonial est rétabli par la capture et l'exécution de Batchai.

Montagnards du Centre et Khmers face au pouvoir colonial

Au Cambodge et surtout dans le protectorat d'Annam, les résistances des peuples de la forêt, que les États précoloniaux ne contrôlaient guère, n'ont pas été moindres. Les Phnong se soulèvent en 1912-1914 dans la province khmère de Kratié et tuent en octobre 1914 Henri Maitre, l'explorateur des régions « moi ». Sur les hauts plateaux de la zone frontière Annam-Cambodge-Cochinchine, la lutte des tribus proto-indochinoises dites « Moi » (en vietnamien « esclave », « sauvage ») contre l'expansion des grandes plantations d'hévéas n'est difficilement réduite qu'en 1934-1936 par la campagne de pacification des Phnong du versant

annamite de la cordillère centrale et par la création du commissariat des régions « moi ». Elle a, en tout cas, retardé la mise en exploitation d'un *hinterland* montagneux souvent considéré à l'époque comme une seconde Malaisie minière et forestière.

Si le nationalisme khmer comme son homologue lao a tardé à naître – tous deux ne se constituent en fait qu'en réponse au dynamisme du nationalisme vietnamien –, l'image d'un Cambodge pacifié et docile, diffusée par les autorités coloniales à partir des années 1904-1905, doit être sérieusement nuancée⁴. Non pas que le communisme indochinois y ait acquis une quelconque influence avant 1945. Il est symptomatique qu'un mouvement comme le Congrès indochinois, lancé en 1936 par la gauche communiste et trotskyste vietnamienne depuis Saïgon, y soit resté sans écho. Mais la domination coloniale amorce un réajustement profond quoique très lent des rapports entre les pouvoirs et les forces sociales. En obtenant la collaboration des fonctionnaires traditionnels, en dotant les autorités rurales (*mesrok*, *mekhum*) de pouvoirs accrus, elle dégrade les relations de protection et d'obligation réciproques par l'intermédiaire desquelles s'exerçait l'autorité en pays khmer. La concussion et les exactions de la nouvelle élite fonctionnariale, l'alourdissement du prélèvement fiscal, l'expansion de l'agriculture marchande le long du fleuve et de l'endettement dans les campagnes sont porteurs des premières tensions agraires.

Celles-ci vont s'exprimer sous des formes non politiques, qu'a analysées Alain Forest⁵. Le brigandage rural tout d'abord, dans les zones frontières couvertes par la jungle, notamment dans Battambang et Kratié : « La forêt et le phnom (montagne) fournissent le cadre où prend corps l'idée de rébellion⁶. » Vols de bœufs et de buffles acheminés clandestinement au Siam ou en Cochinchine, attaques de villages ou de maisons – notamment chinoises – par des bandes qui se replient ensuite au Siam, actes de vengeance, rixes diverses, mais aussi fuites en forêt dans le but d'échapper aux réquisitions, manifestations de paysans protestataires devant les bureaux des résidents pour dénoncer l'incurie de leurs auxiliaires khmers composent la chronique de la dissidence rurale⁷. Mais, à la différence du Laos, le Cambodge colonial connaît aussi des soulèvements paysans locaux, avec recours aux recettes d'invulnérabilité, généralement conduits par des achars – ces laïcs très respectés qui sont chargés de l'organisation des cérémonies bouddhiques du monastère (*vat*) – ou par des moines : mouvement du bonze Prak en face de Tay Ninh (1896), soulèvements répétés des anciens fidèles du prince Si Votha dans les provinces de Tonlé Repou et de Melou Prey (1905, 1906, 1908, 1915) ou du Visés Nheou dans celle de Battambang (1908-1909) ; brusques flambées de prophétismes se réclamant d'une légitimité royale et de la venue du Bouddha, comme la tentative manquée du médicastre vietnamien Ngo Prep en 1898 ou l'attaque de la bande du bonze Uch sur la résidence de Kampot en pleine crise de l'économie poivrrière en 1909, ou encore celle de la délégation de Kompong Trach en janvier 1915 par le groupe de Ta Khwet⁸ ; explosions locales enfin comme le meurtre du

résident Bardez par la population d'un village de Kompong Chhnang en avril 1924.

La réponse principale des communautés paysannes khmères au trouble colonial a été leur resserrement autour des monastères bouddhiques (*vat*). La cohésion de la société rurale qu'assurent de moins en moins les structures administratives anciennes s'est ainsi rétablie sur un autre registre, culturel et spirituel. A cet égard, l'attitude des autorités coloniales a d'ailleurs été ambiguë. Elles soutiennent le bouddhisme, mais pour mieux le surveiller et l'utiliser comme instrument de contrôle social, pour le soustraire aussi à l'influence de Bangkok, le grand foyer régional de la spiritualité bouddhique. Entre 1914 et 1920, elles entreprennent de centraliser le Sangha, jusqu'alors organisé sur le plan horizontal, tentent, en imposant l'octroi de permis officiels pour la construction des nouvelles pagodes, de faire coïncider le *vat* et l'appareil administratif de base du protectorat, le *khum*. Surtout, elles cherchent à détourner le flux de moines qui allaient approfondir la doctrine à Bangkok, par la création en 1914 d'une École supérieure de pâli à Phnom Penh. On s'efforce aussi de maîtriser l'itinérance des moines en exigeant, à partir de 1916, un certificat de moralité et un diplôme d'ordination pour les nouveaux bonzes. En 1919, enfin, est mise sur pied une organisation hiérarchisée du Sangha, désormais divisé en diocèses, soumis aux chefs des deux grands ordres bouddhiques Mohanikay et Thommayut et à la tutelle du ministère de l'Intérieur et des Cultes. Elle est couronnée en 1930 par la fondation de l'Institut bouddhique – il ne sera créé au Laos qu'en 1947 –, instrument du décrochage culturel de la société khmère d'avec le Siam⁹.

La portée de cette double politique ne saurait être mésestimée. Jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, il ne se constitue pas au Cambodge de groupe d'intellectuels modernes pluriculturels. Lacune historique qu'explique certes la méfiance du protectorat à l'égard de l'enseignement moderne, mais, tout autant, la résistance du Sangha à l'avancée d'un système scolaire qui dévaloriserait les valeurs et la culture bouddhiques. Il n'y a pas eu, à la différence du Vietnam, d'initiative de la société khmère pour compenser la carence scolaire du protectorat ni pour promouvoir la culture et les écoles modernes. En 1920-1921, il n'y a que 19 étudiants khmers à l'université indochinoise de Hanoi contre 268 Vietnamiens, 30 Chinois, 5 Laotiens et 3 Français¹⁰ ; en 1937, les Khmers ne sont plus que 3 sur les 631 étudiants. Seuls les enfants des grandes familles vont étudier en France, mais ils se comptent par unités. En 1937, encore, l'effectif des 813 écoles de *vat* est de 34 853 élèves, très supérieur à celui des 117 écoles franco-khmères (11 548 élèves). Dix ans plus tard, en 1946, l'élite moderne khmère se réduit à un docteur ès sciences, un docteur en médecine, un ingénieur de Centrale, quatre licenciés ès lettres, ès sciences et en droit, un ingénieur géomètre, et à un faible nombre d'ingénieurs agricoles, de médecins indochinois et de vétérinaires formés à l'université de Hanoi¹¹. Au Cambodge, la diffusion de la culture scientifique a été un échec ou, plutôt, n'a même pas été

envisagée. A la veille de la guerre, le gros des diplômés y est composé par un fonctionnariat numériquement limité, instruit à l'École d'administration cambodgienne, créée en 1917-1922 pour former des secrétaires et préparer aux concours de *kromokar* et de *chaukron* (juges). C'est ce fonctionnariat qui fournira, avec les instituteurs et l'élite rurale des achars, l'essentiel du faible encadrement politique du futur Cambodge sihanoukiste : sur 320 ministres et députés khmers en fonction de 1945 à 1960, 140 (43,7 %) avaient eu pour unique formation l'enseignement de l'École d'administration de Phnom Penh¹². Avant 1917, il n'existe aucun journal en khmer, le premier roman en khmer, *Tonlé Sap*, n'est publié qu'en 1938¹³, et le lycée Sisowath n'ouvre qu'en 1936.

Dans ces conditions, l'émergence du nationalisme khmer est très tardive. Il ne s'exprime pour la première fois qu'en 1936 avec le journal *Nagara Vatta* ou *Nokorwath* (*Angkor Vat*) lancé par un jeune juge khmer krom (un Khmer originaire de Cochinchine), plus tard bibliothécaire de l'Institut bouddhique, Son Ngoc Thanh, et par un professeur de pâli de l'Institut bouddhique, Pak Chhoeunn. Encouragé par un petit groupe d'intellectuels français (Suzanne Karpelès, secrétaire de l'Institut bouddhique), le groupe diffuse le mot d'ordre « Le Cambodge aux Cambodgiens » et acquiert une audience réelle dans le cercle étroit de la nouvelle élite de Phnom Penh, faite surtout de petits fonctionnaires, et parmi les jeunes moines, inquiets de la menace d'occidentalisation¹⁴. Simple esquisse encore d'un nationalisme qui cherche dans la critique de la présence vietnamienne et chinoise, dans celle de l'administration, dans la rénovation de la culture bouddhique, la source d'une nouvelle identification nationale khmère, et qui ne prendra de consistance qu'avec la manifestation du 20 juillet 1942 à Phnom Penh. Par là se trouve confortée la fonction unificatrice du bouddhisme qui assure à la base la cohésion de la société paysanne et son adhésion à la représentation traditionnelle de la royauté (le roi est *bodhisattva*). Structure de refuge de la vie nationale, conservatoire de l'identité khmère, le bouddhisme leur imprime les traits de sa propre éthique, ses tendances au repliement et à la coopération minimale avec les autorités.

Jointes au relâchement des liens traditionnels entre les paysans et le nouveau fonctionnariat khmer, classe privilégiée embryonnaire au recrutement étroit (20 000 fonctionnaires khmers en 1939 ?), ces traits étaient déjà nettement perceptibles dans le surprenant mouvement paysan de 1916. Il s'agit d'une brusque levée générale à l'occasion du recrutement d'un nombre grandissant de corvéables pour la réalisation du vaste programme de travaux routiers lancé par le protectorat en 1912. Le 2 novembre 1915, des manifestations éclatent près de Kompong Cham et deux cents paysans de la province de Ksach Kantol, venus à Phnom Penh, obtiennent de la résidence supérieure l'annulation de leur recrutement illégal. A partir de janvier 1916, le mouvement s'étend à tout le Cambodge sur le mot d'ordre du rachat, conformément à la réglementation, des dix jours légaux de prestations. Plus de cent mille paysans y participent, dont trente mille marcheront sur Phnom Penh pour exposer

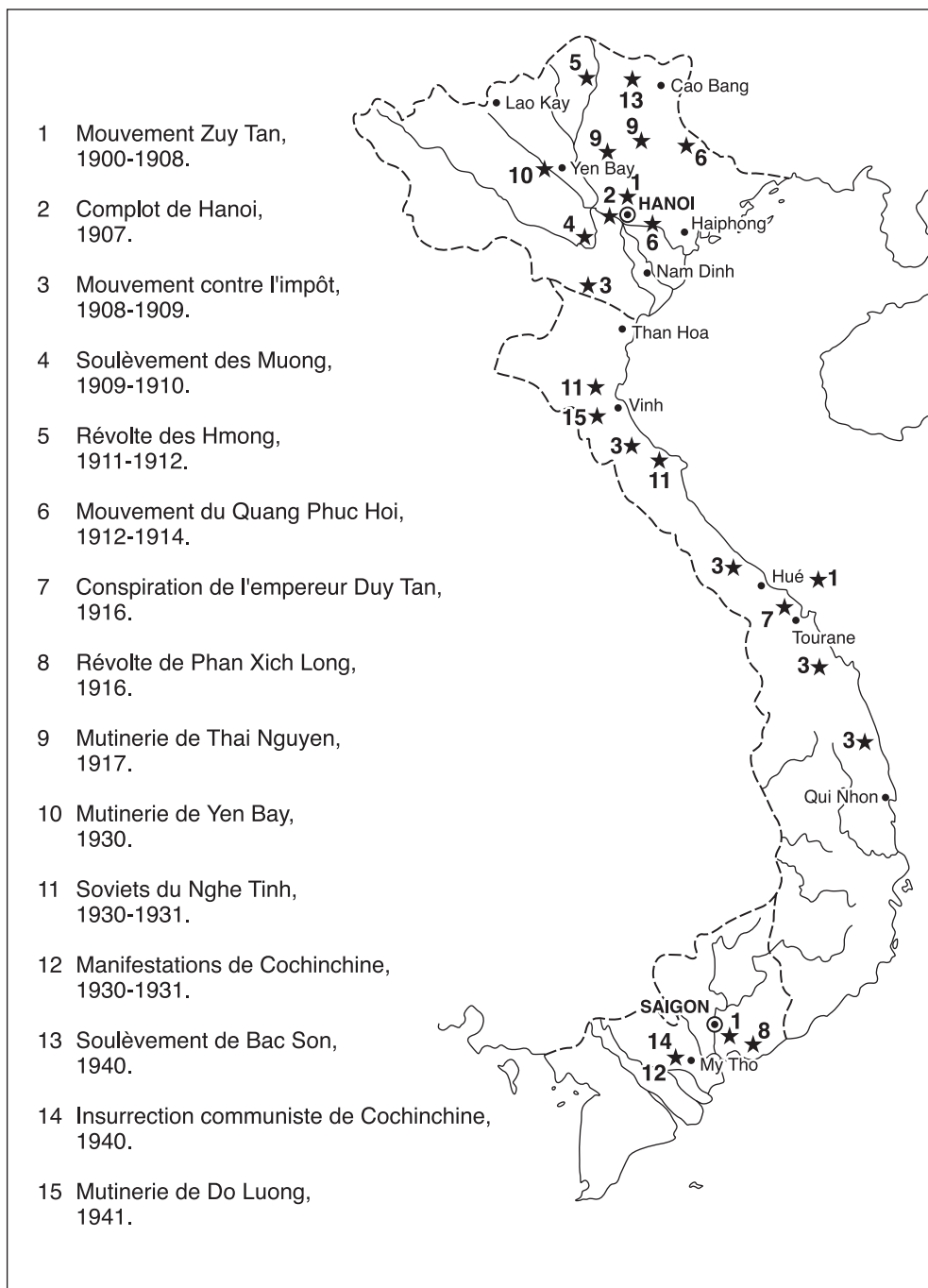
« selon la coutume » leurs plaintes au roi Sisowath. Il s'agit d'une mobilisation paysanne sans précédent contre la lourde fiscalité coloniale, contre les corvées, mais aussi contre les règlements forestiers, contre la taxation des engins de pêche alors que la pêche sur le fleuve et le Grand Lac est en train d'être accaparée par les Vietnamiens, les Chinois et les Cham. Le mouvement est dans l'ensemble pacifique, mais à Phnom Penh se déroulent des scènes saisissantes : des milliers de paysans passent en colonnes le Mékong malgré les interdictions, entrent au palais royal, s'accroupissent mains jointes suivant la tradition devant le roi et se retirent une fois leurs demandes exposées. En janvier 1916, le mouvement culmine en province, notamment dans Kompong Cham et Prey Veng. Il retombe après la diffusion de la proclamation royale du 4 février confirmant le droit de racheter les corvées et invitant à châtier les exactions des fonctionnaires, et s'apaise avec la tournée du roi en province. La grande leçon de cette « explosion inattendue ¹⁵ », est qu'elle révèle la coupure qu'a instaurée la colonisation entre les paysans et leurs intermédiaires traditionnels, notables et fonctionnaires royaux : en 1916, les manifestants n'ont plus d'autre recours que de s'adresser directement au roi.

Ainsi s'affirme la double caractéristique du futur nationalisme khmer : valorisation nationale de la royauté, favorisée d'ailleurs par le régime colonial à mesure qu'il éloigne la classe bureaucratique du peuple et que l'École française d'Extrême-Orient procède à l'impressionnante restauration d'Angkor, d'une royauté qui, consciente de sa dépossession politique, a su pratiquer la stratégie de la « non-implication » et se consacrer à fortifier sa fonction symbolique ; repli de la paysannerie sur ses tâches productives, sur ses fêtes et ses rites, sur son univers mythique ¹⁶, pacifiée en apparence, sans communication avec le monde moderne, en l'absence d'un groupe social de « transition » susceptible d'établir cette communication et de mobiliser les paysans sur un projet historique nouveau. Par ailleurs, en raison de l'étendue des terres disponibles et de l'absence de pression démographique, il n'existe pas au Cambodge de tensions agraires aiguës, sauf localement. Jusque tard dans le XX^e siècle se vérifiera longtemps l'analyse ancienne d'Aymonier « La race est séculairement attachée à ne pas séparer l'idée de sa propre existence de celle de la royauté. Le monarque est l'incarnation vivante, la personnification auguste et suprême de la nationalité ¹⁷. » Situation lourde des drames futurs.

Sociétés secrètes et millénarisme au Vietnam

Dans les pays vietnamiens, le traumatisme colonial a réactivé les formes anciennes de la révolte. Les initiatives hétérodoxes en vue d'assumer le contexte de dislocation morale, nationale et sociale et de reconstruire une utopique « grande unité » harmonieuse et fraternelle vont conserver un intense pouvoir mobilisateur jusqu'au-delà de 1945. Au cours de la période de désarroi qui a suivi la fin du mouvement Can

**Les révoltes contre la colonisation française
au Vietnam au XX^e siècle**



Source :J. M. PLUVIER, *Historical Atlas of South-East Asia*, Leiden, 1995, p. 45.

Vuong et des résistances armées vers 1897, les phénomènes de dissidence sociale, récurrents dans l'ancien Vietnam, semblent avoir connu une nette recrudescence, mais à l'état dispersé : non-collaboration de lettrés protestataires ou non conformistes, insoumission d'éléments marginaux de la société rurale, éphémères révoltes des Triades d'origine chinoise, des loges du Nghia Hoa Hoi (Société du Devoir et de la Concorde) et du Thien Dia Hoi (Société du Ciel et de la Terre), qui, bien implantées là où les Chinois sont nombreux (le Sud, la Haute région du Tonkin), ont été vietnamisées après 1870-1875 et vont rester très actives jusque vers 1920¹⁸. Ainsi, en 1882-1883, les Triades s'agitent en Cochinchine avec le soutien occulte de Huê dans le but de faire diversion au moment de l'offensive française au Tonkin¹⁹. Les millénarismes populaires, lancés par des leaders charismatiques, bonzes bouddhistes, guérisseurs, thaumaturges, illuminés se réclamant d'anciennes dynasties, associant messianisme bouddhique, divination, utopie d'un millenium imminent, exploitation du mysticisme paysan et des mythes populaires, mobilisant les foules paysannes à l'aide des pratiques magiques de la culture populaire, vont connaître des poussées périodiques. Au Nord, il faut réprimer en 1897 le mouvement prophétique du Ky Dong, l'« Enfant à la merveilleuse image », un jeune bachelier qui fascine les foules et distribue des brevets de mandarins, puis, en 1898, le complot de Vuong Quoc Chinh, un ancien du Can Vuong qui, appuyé sur un réseau de pagodes, tente de s'emparer de Hanoi le 5 décembre 1898. En 1912, il faut interdire au Tonkin le culte des Tam Thanh (« les trois génies ») qui permet de diffuser la propagande du groupe nationaliste de Phan Boi Chau par ses prophéties sur la libération du pays. La culture millénariste est particulièrement vivante dans le delta du Mékong, *frontier* d'occupation récente où l'empreinte confucéenne était plus faible, avant tout dans l'ouest de la Cochinchine autour de la région des Sept Montagnes. Issue du messianisme bouddhique *Buu Son Ky Huong* (« L'étrange parfum de la montagne précieuse ») prêché dans la région de Sa Dec en 1849 par le « Bouddha de la paix de l'Ouest », la secte Dao Lanh (« la Voie bénéfique ») anime la résistance en Cochinchine jusque vers 1875, puis à nouveau les révoltes de 1878 et 1882-1883. Sectes mystiques et Triades interfèrent intimement dans d'imprévisibles explosions, comme le soulèvement des Triades et des sectes Minh regroupées entre 1911 et 1913 par le magicien Phan Phat San, prétendu descendant de Ham Nghi et des Ming, qui se proclame empereur sous le nom de Phan Xich Long et attaque par surprise Saigon le 28 mars 1913 avec ses partisans. Mouvement qui rebondit trois ans plus tard par une série de révoltes locales et par l'attaque de la prison de Saigon afin de libérer Phan Xich Long.

Loin de disparaître au cours du XX^e siècle, le phénomène millénariste va persister, nourri, même dans les conjonctures de prospérité, par les vides de l'encadrement rural. Au milieu de la décennie 1920-1930 s'ouvre une deuxième conjoncture d'expansion des activités mystiques en Cochinchine avec l'apparition, entre 1919 et 1926, du caodaïsme, et une troisième lui succède à l'approche de la Seconde Guerre mondiale

avec la formation de la grande secte Dao Xen (ou Hoa Hao), fondée en 1939 (voir le chapitre 5). Toutes deux serviront de substituts à un encadrement rural défaillant et, dans les grands moments de crise nationale, se transformeront en forces politico-militaires anticoloniales.

Cependant, en dépit de leur vitalité, les grands millénarismes populaires n'ont pas fourni l'élément organisateur de l'opposition vietnamienne à la colonisation. Ils n'ont pu dépasser le cadre régional de la Cochinchine rurale, dont ils vont néanmoins marquer durablement le paysage politique ; surtout, en dépit de leur composante anticoloniale sous-jacente, ils ne sont pas parvenus à élaborer un projet politique. En fait, lorsqu'ils se constituent, le nationalisme est déjà à l'œuvre au cœur et à la périphérie des villes vietnamiennes.

L'émergence du nationalisme vietnamien

Il s'affirme dès la fin du Can Vuong, à la convergence d'une série d'initiatives qui vont construire une nouvelle vision nationale du futur. Le défi colonial va être assumé en termes politiques avec une rare précocité, sans équivalent ailleurs dans l'Empire colonial français. C'est que la défaite de la résistance, la partition du pays, la mise en tutelle de l'État impérial, la situation de chaos dynastique de 1884-1886 et, en conséquence, la crise du principe même de mandat céleste, non seulement mettent à l'ordre du jour la reconstruction de la nation, mais, en même temps, ébranlent la pertinence des conceptions confucéennes, en particulier la perception éthique du monde, qui se caractérisait par la volonté du sujet de définir en toute situation une position « correcte », celle du « milieu », conforme aux normes de la doctrine : loyauté à l'égard des supérieurs, pratique des cinq relations humaines, piété filiale, frugalité, droiture. Celles-ci se révèlent inopérantes par ces temps de débâcle historique : le nationalisme sera autant culturel que politique.

Penser l'idée et l'action nationales

Dès la décennie 1900-1910, les mots se chargent de significations neuves à partir desquelles va se construire collectivement un nouvel imaginaire national – par exemple *dan*, qui signifiait « enfant du souverain », acquiert le sens de « citoyen » –, les notions du vocabulaire national moderne pénètrent dans la langue : patriotisme (*ai quoc*), nation (*quoc zan*), compatriote (*dong bao*), État national (*quoc gia*), révolution (*cach mang*), république démocratique (*dan chu cong hoa*). Ainsi s'amorce dans l'élite instruite un transfert d'allégeance de la légitimité du roi à la nation : « Le roi est encore là, mais la patrie n'est plus. Il n'est plus de patrie, à quoi bon un roi ? », écrira en 1924 le lettré réformiste Ngo Duc Kê²⁰. Dès la fin du XIX^e siècle s'opèrent un glissement de la notion confucéenne de fidélité, son report de la figure impériale, désormais vidée de son sens par le tutelage colonial, au pays et à l'idée nationale. Comme celle-ci ne peut

plus se référer à la royauté qui en était le principe organisateur, elle devient dès lors l'objet d'une difficile et lente redéfinition.

La construction du projet nationaliste, à la fois vision du futur organisée autour de la mise en place d'un État-nation, volonté d'assumer la problématique du « progrès », du développement, et réinterprétation du passé, s'est opérée certes sous l'effet du modèle qu'en offrait la France coloniale, elle-même produit d'un nationalisme puissant. Mais aussi et surtout dans le cadre d'un débat ininterrompu profondément influencé par les thèses du darwinisme social, la philosophie de Thomas Huxley et de Herbert Spencer réinterprétée et propagée dans tout l'Extrême-Orient par les grands lettrés modernistes chinois de la génération de 1898, Kang Youwei, Yan Fu, Liang Qichao. Dans l'optique de ce social-darwinisme oriental, le combat contre la domination étrangère n'est qu'un cas particulier de la lutte des nations pour l'existence historique. Survivre en s'adaptant, par la construction d'un État national moderne, ou disparaître, tel est le dilemme. Le résoudre suppose une innovation sociale sans précédent, la redéfinition radicale des contenus de l'identité nationale. Il s'agit à la fois d'inventer une nouvelle culture et de diffuser les formes modernes, politiques, de la conscience nationale, dans une société qui les ignorait. Enjeu dramatique, déchirant, car la démarche nationaliste implique une rupture profonde avec le passé, une inéluctable « occidentalisation ». Comment survivre tout en restant soi-même ? Comment échapper à l'engrenage de l'annihilation historique, à l'exclusion de l'histoire qu'évoquait ce chant des étudiants révolutionnaires chinois en 1911 : « Une seule chose nous fait peur : ressembler aux Indiens incapables de défendre leurs terres ; une seule chose nous fait peur : perdre comme l'Annam tout espoir de revivre... » Problématique à laquelle aucune institution, aucun mouvement politique vietnamiens, communisme inclus, ne pourra se soustraire au XX^e siècle.

Même l'attitude du haut mandarinat et de la dynastie, pourtant fort compromis dans la perte de l'indépendance, participe de cette problématique²¹. Assumer la position de partenaires de la colonisation est pour eux non seulement le moyen de préserver l'avenir de la monarchie mais encore de frayer la voie de sa modernisation et, par là même, celle d'un nationalisme néo-traditionaliste polarisé autour de la fonction royale conçue comme le conservatoire de l'identité nationale. C'est la perspective qu'esquisse en 1909 l'ancien régent Hoang Cao Khai : « [...] Les peuples qui se trouvent dans une situation inférieure, écrit-il, doivent pour leur propre développement prendre appui sur ceux qui ont été les plus favorisés... C'est ce qui ressort de la considération du passé où notre pays a, pendant mille ans, été gouverné par les Chinois [...]. Il en est résulté plus tard que grâce à la Chine nous avons conquis notre indépendance. Que la race forte soit victorieuse, la race faible vaincue, c'est la manifestation d'une loi naturelle. Il faut, si l'on appartient à la race faible, avoir recours à plus fort que soi pour son propre développement [...] »²². » Vision du futur qui fonde aussi le pari de l'influent publiciste Pham Quynh dans les années vingt : un pacte historique est possible entre le

régime colonial et un nationalisme conservateur « sage et raisonnable [...] parfaitement conciliable avec un protectorat français large et libéral²³ ». Dans cette conception, la monarchie rénovée doit devenir, en prenant appui sur le traité de 1884, la « naturelle expression du nationalisme²⁴ ».

Perspective pourtant très vite hypothéquée, non seulement en raison de la passivité de la dynastie, à l'exception de l'empereur Zuy Tan déposé en 1916 pour complot, mais surtout de l'enracinement initial de la pensée nationaliste hors de l'idéologie et de l'institution royales. C'est dans la génération des lettrés qui avaient vécu l'échec des résistances à la conquête que s'ouvre entre 1904 et 1908 le débat sur la nation. Il s'agit d'un milieu composite, numériquement restreint – il y a peut-être vingt mille lettrés à la fin du XIX^e siècle – mais socialement hégémonique et en voie de renouvellement sociologique puisqu'il amalgame l'élite confucéenne, les premiers intellectuels modernes, en rupture avec l'*establishment* mandarinal, les éléments d'une riche bourgeoisie terrienne et d'affaires en cours de formation au Sud²⁵. Deux figures, deux pensées, mettent au jour la problématique nationaliste. Celle de Phan Boi Chau tout d'abord (1867-1940). En relation, dans sa jeunesse, avec les partisans de Phan Dinh Phung, puis reçu aux concours littéraires, ce lettré du Nghê An refuse le poste qui lui est offert et va consacrer ses années de maturité à rénover la lutte patriotique. « Premier homme politique vietnamien à parler de la nation vietnamienne », selon l'expression de Georges Boudarel²⁶, il entreprend en 1902 de rassembler les lettrés patriotes en vue de définir une nouvelle voie, parcourt le pays du nord au sud. En février 1905, il choisit de s'exiler au Japon d'où il va mener une inlassable action contre le pouvoir colonial. Il la situe dans une perspective panasiatique d'alliance avec les mouvements nationaux d'Extrême-Orient et de recherche des appuis extérieurs indispensables à la lutte contre la France. Ainsi s'établissent à Tokyo d'actifs échanges entre son groupe, les panasiatiques japonais, le Tong Meng Hui (le futur Guomindang) de Sun Yat-sen, les anarchistes chinois et le mouvement constitutionnaliste chinois de Kang Youwei et Liang Qichao.

Il s'agit, par ailleurs, de créer à l'étranger une organisation révolutionnaire, composée de jeunes gens qui recevront au Japon une éducation politique et militaire, capable de s'implanter dans l'élite instruite au Vietnam, de noyauter les unités de tirailleurs, de regrouper les sociétés secrètes et les restes du Can Vuong et de préparer le soulèvement libérateur, bref de forcer l'Histoire avant qu'il ne soit trop tard. En cas d'issue victorieuse, sera fondé un État national moderne qui entreprendra le développement du pays, à l'exemple de Meiji, et un système politique capable de donner aux Vietnamiens les moyens de la puissance, cette condition clé de leur réinsertion dans le système mondial des États. C'est en somme le modèle révolutionnaire qu'a conçu et mis en pratique Sun Yat-sen entre 1895 et 1911. Avec l'appui d'un membre de la famille impériale, le prince Cuong Dê, descendant direct du fondateur de la dynastie, Phan Boi Chau crée à l'été 1906 le Viet Nam Zuy Tan Hoi

(Société pour un nouveau Vietnam). Il rédige en novembre un pamphlet qui aura un grand écho au Vietnam, la *Lettre d'outre-mer écrite avec du sang*, organise de l'extérieur la diffusion clandestine de la littérature patriotique, la collecte des fonds, l'émigration à Tokyo de jeunes gens – c'est le *Dong Zu* (exode vers l'Est) – et noue des contacts avec l'ancien chef des guérillas du Yen Thê, Hoang Hoa Tham, avec les sociétés secrètes de Cochinchine et avec les groupes de lettrés patriotes du Centre et du Nord.

Dès les années 1900, cependant, à ce projet historique d'un nationalisme d'État, s'oppose une approche « réformiste ». La presse moderne vietnamienne fait son apparition avec le *Nam Ky* (« Le Sud ») de A. Schreiner, puis surtout le *Nong Co Minh Dam* (« Tribune du vieux peuple paysan », 1901) et le *Luc Tinh Tan Van* (« Nouvelles des six provinces ») que dirige Gilbert Chieu²⁷, tandis que s'affirme le mouvement pour une nouvelle culture, dont l'inspirateur, Phan Chu Trinh (1872-1926), expose les finalités dans son « Mémoire au gouverneur Paul Beau » du 15 août 1906 et dans sa « Lettre à mes compatriotes » de mars 1907²⁸. Fils d'un lettré du Centre qui avait combattu pour Ham Nghi, reçu au concours du Palais de 1901, il démissionne de son poste au ministère des Rites à Huê, rencontre Phan Boi Chau en 1906 à Tokyo, d'où il revient déçu, réticent à l'égard du nouveau Japon militariste et expansionniste. Il n'est pas moins méfiant à l'égard du traditionalisme confucéen, tout comme des manifestations prémodernes de la protestation populaire. Pour lui, la construction nationale exige une rupture radicale avec le Vietnam existant. Bien plus, elle suppose que la société colonisée emprunte à l'adversaire colonial les éléments qui fondent son avance : la science et ses applications techniques, la démocratie, les pratiques de l'échange et de l'économie modernes. Priorité doit être donnée à leur apprentissage et il faut venir à bout des institutions (la monarchie, le mandarinat) et des dominations (celles des notables conservateurs dans les campagnes) qui leur font obstacle. Contrairement à Phan Boi Chau, Phan Chu Trinh et les jeunes diplômés qui partagent ses idées, Tran Quy Cap (1871-1908), Ngo Duc Kê (1878-1929), Huynh Thuc Khang (1876-1947), etc., partent d'une critique de l'ancien régime, qui a bloqué la voie d'un Meiji vietnamien.

Pour eux, la stratégie politique à mettre en œuvre est double. D'une part, faire surgir le progrès et la démocratie du sein même de la société colonisée : en répandant massivement le savoir moderne dans le peuple, ce qui suppose la substitution de l'écriture romanisée (le *quôc ngu*) aux idéogrammes et la formation d'un réseau d'écoles modernes ; en développant l'esprit d'entreprise par la création de sociétés commerciales ; et en faisant pression sur le pouvoir colonial, à l'aide d'une presse moderne, en vue d'imposer la participation de la population aux affaires publiques, à l'exemple du modèle nationaliste qu'offre le Congrès indien. Il s'agit, en somme, de mettre en place les structures associatives, sociales et politiques d'une société civile moderne, d'une opinion publique : Phan Chu Trinh est résolument hostile à tout recours à la violence.

Il faut d'autre part, pense-t-il, nouer une alliance extérieure, inverse de celle que préconisait Phan Boi Chau, avec les éléments libéraux de la

colonisation, actifs en Indochine notamment dans les milieux maçons et radicaux, et surtout avec les forces démocratiques de la métropole : radicaux, socialistes, Ligue des droits de l'homme. En d'autres termes, il faut parier sur la logique modernisatrice à l'œuvre dans le processus colonial, sur sa possible vocation décolonisatrice, peser patiemment sur l'histoire. Option à laquelle la politique du gouverneur général Paul Beau semble donner quelque crédibilité. Après les rigueurs de la politique doumérienne, ce franc-maçon lié à Eugène Étienne ambitionne de pacifier les esprits. Il cherche à moderniser les écoles traditionnelles et les concours en Annam par l'ordonnance royale de 1906, ouvre la même année l'université indochinoise à Hanoi en vue de neutraliser le *Dong Zu* et crée en 1907 la Chambre consultative indigène du Tonkin.

Phan Boi Chau comme Phan Chu Trinh s'adressent fondamentalement à l'élite, tout en étant convaincus que l'intérêt bien compris de la classe dominante des lettrés et des notables ruraux coïncide avec celui du peuple. Tous deux conçoivent de la même manière le contenu social du projet nationaliste : métamorphoser la classe des lettrés en une nouvelle élite d'entrepreneurs capitalistes, de fonctionnaires et d'intellectuels modernes. Mais la perspective de Phan Chu Trinh est celle du nationalisme démocratique. Il pose les problèmes d'avenir de la société vietnamienne. Dans son ultime conférence de 1925 à Saigon, il appelle à rejeter la morale établie pour fonder une éthique sociale de la responsabilité individuelle (*luan ly xa hoi*). La perspective de Phan Boi Chau repose implicitement sur le pari historique inverse de l'incapacité de la colonisation à se réformer, de l'inaptitude de la société vietnamienne, prisonnière de son étouffant conformisme, soumise à l'écrasante pression du dominateur étranger, à s'auto-organiser politiquement. Phan Boi Chau est lui aussi un partisan de la nouvelle culture, mais celle-ci lui semble moins un enjeu en soi qu'un outil de la reconquête de l'indépendance et de la construction d'un État plus fort que la société, capable de la dynamiser. Pari qu'avait formulé l'un des pères spirituels du nationalisme chinois, Liang Qichao : « L'impérialisme et la centralisation [l'État centralisé] seront les éléments essentiels de la vie politique au XX^e siècle. »

Aucun des courants du mouvement national au XX^e siècle ne pourra échapper à cette alternative problématique, que la culture confucéenne quant à elle n'est pas en mesure d'assumer. Non pas qu'elle ait disparu, tout au contraire. Elle va continuer à imprégner, en contrepoint, l'éthos collectif. Les générations modernistes des années 1900-1920 s'efforcent de concilier leurs vues novatrices avec les valeurs morales confucéennes dans un confucianisme « réformateur » inspiré de la lecture qu'avaient donnée de Confucius les grands réformistes chinois de 1898. Bien des leaders du mouvement national seront à la fois nationalistes et confucéens, tel le grand journaliste Huynh Thuc Khang reçu docteur en 1904, ami de Phan Chu Trinh, qui, après treize ans d'emprisonnement à Poulo Condore, lancera à cinquante et un ans le plus durable des journaux vietnamiens, le *Tieng Zan* (« La Voix du peuple », 1927-1943) à Hué. Les intellectuels du Nord et du Centre, un Tran Trong Kim, auteur de *Nho*

Giao (« Le confucianisme », 1929-1930), et surtout Pham Quynh, affirmeront la pertinence de la doctrine des sages jusqu'au milieu du XX^e siècle. L'éthique confucéenne investira même le communisme et Ho Chi Minh excellera dans son usage politique. Néanmoins, les tentatives de définir en termes confucéens la nouvelle identité vietnamienne n'aboutiront pas.

Courants réformistes et partisans de la violence entretiennent un rapport dialectique continu. Entre eux et la colonisation c'est une relation ambiguë de « résistance-dialogue » qui s'est nouée durablement et l'histoire n'a pas départagé les deux approches avant 1936-1939. Celle du nationalisme moderniste et démocratique semble longtemps la plus crédible comme le montrent les événements de 1908. Depuis 1906, les modernistes ont entrepris une campagne dans tout le pays, en profitant des rassemblements de lettrés pour les concours littéraires. Associés aux membres de la ligue Zuy Tan, ils créent des écoles nouvelles, un réseau de boutiques et d'entreprises commerciales (soixante-douze dans le seul Annam vers 1908). Leur action culmine avec l'ouverture du Dong Kinh Nghia Thuc (École gratuite de Dong Kinh pour la juste cause) à Hanoi en mars 1907 (*cf.* le chapitre 5). Elle a un immense écho. C'est le début d'un vaste mouvement pour l'innovation au Tonkin et en Annam. Le 12 mars 1908 commence au Quang Nam une protestation massive²⁹ contre l'augmentation de six à huit du nombre des jours de corvée dus aux autorités provinciales, ce qui équivaut à une augmentation subite de 18 % du taux de l'impôt personnel, mais aussi contre les exactions du mandarinat et des notables qui tendent à l'emporter sur les traditionnels arrangements internes au village. Les réformistes tentent de la combiner avec leur projet de nouvelle société. Des milliers de paysans vont en cortège présenter leurs griefs devant les préfectures et les résidences. Partie du Quang Nam, l'agitation gagne le Quang Ngai, le Binh Dinh et la région de Huê, puis en mai-juin le Nord-Annam. En signe d'adhésion aux idées nouvelles, les paysans se coupent les cheveux, manifestent pacifiquement, mais en avril ont lieu au Binh Dinh de véritables émeutes. Les partisans de l'action armée ne sont pas moins actifs. A Hanoi est éventée, le 27 juin 1908, une tentative d'empoisonnement de la garnison qui devait préparer un coup de main de Hoang Hoa Tham sur la capitale, tandis qu'en Cochinchine on arrête une centaine de suspects dans le cadre du « complot » de Gilbert Chieu.

Vers un réformisme colonial ? La « collaboration franco-annamite »

Les autorités coloniales n'ont pas cherché à composer. Elles frappent en bloc leurs adversaires et choisissent la tactique de l'amalgame entre les divers courants du mouvement national : fermeture du Dong Kinh Nghia Thuc en janvier 1908 et des écoles réformistes, dure répression par l'armée des manifestations paysannes du Centre-Annam, condamnations de centaines de réformistes par les justices mandarinales. Tran Quy Cap est supplicié le 17 mai, Phan Chu Trinh, condamné à l'emprisonnement à vie, est déporté à Poulo Condore le 4 avril 1908 avec plusieurs de

ses amis. Le nouveau gouverneur général Klobukowski (1908-1911) ferme pour un temps l'université indochinoise et obtient du Japon, avec lequel la France a conclu un accord politique et financier en 1907, l'expulsion de Phan Boi Chau et de Cuong Dê. Quant à la campagne pour les entreprises commerciales, c'est l'échec.

La répression semble justifier pour un temps l'option des partisans de la lutte armée. Pourtant, leurs espoirs vont se briser sur leur isolement et sur la puissance des appareils répressifs. Certes, le mouvement de Phan Boi Chau retrouve un certain dynamisme de 1911 à 1917. Réfugié à Canton en 1909, Phan le réorganise en mai 1912 sur des bases républicaines sous le nom de Viet Nam Quang Phuc Hoi (Société pour la restauration du Vietnam) qui implante ses cellules en Chine du Sud, à Hong Kong, à Bangkok et dans le nord-est du Siam, au Nghê An, au Quang Nam, au Quang Ngai, au Tonkin. Son action consiste à préparer une « Armée pour la restauration », à établir des liaisons secrètes avec l'intérieur du pays et à y envoyer des équipes terroristes. Tout échoue pourtant, aussi bien les attentats de décembre 1912 (Nam Dinh) et d'avril 1913 (Hanoi) que les attaques de 1915 contre les postes français de la région de Lang Son (mars) et contre le bagne de Lao Bao (septembre). Faits qui ne trompent pas : le complot de Tran Cao Van et du jeune empereur Zuy Tan à Huê le 3 mai 1916, le grave soulèvement de la garnison de Thai Nguyen (30-31 août 1917), la rébellion de Binh Lieu (14 novembre 1918-20 juin 1919) menée par le Quang Phuc Hoi, le complot de Vinh Yen en 1920 n'ébranlent pas le pouvoir colonial pendant la Première Guerre mondiale, alors qu'au moment le plus difficile, en 1917, il ne dispose que de deux mille cinq cents hommes de troupe européens. En fait, le Quang Phuc Hoi s'est disloqué dès 1913, en l'absence de tout soutien chinois conséquent. Pour le mouvement national vietnamien, l'attitude de la nouvelle Chine républicaine se révèle tout aussi décevante que celle de sa devancière impériale. Georges Boudarel l'a montré, le Zuy Tan Hoi et le Quang Phuc Hoi ont bien été les premiers partis politiques modernes, mais ils n'ont réussi ni à s'implanter en profondeur dans la société ni à durer.

Toutefois, l'explosion de ce premier nationalisme vietnamien a eu pour effet de rendre vigueur en métropole aux critiques de l'administration indochinoise, d'y susciter un courant favorable à une évolution du statut politique de l'Indochine – à cet égard, il faut se détacher de l'image sommaire d'une colonisation simplement répressive, sourde aux demandes historiques des colonisés –, et d'amener le gouvernement général à réenvisager la question de ses partenaires « indigènes ». L'avenir de ce réformisme colonial français³⁰, prolongement colonial de la tradition républicaine de la réforme sociale et politique, semble s'être joué entre 1905, année de l'adoption officielle par le ministre Combes et son ministre des Colonies, Clémentel, de la politique dite d'« association », et 1929. A partir de 1908, la Ligue des droits de l'homme, le député Francis De Pressensé, Jaurès, la presse socialiste et anarchiste mènent une campagne active contre la politique indochinoise, pour la libération des

condamnés de 1908, contre les scandales coloniaux. Au début de 1911, le rapport Viollette à la Chambre dénonce avec l'appui du ministre des Colonies Messimy les méthodes de l'administration indochinoise et la Chambre, qui a déjà voté, le 9 avril 1909, sur proposition de F. De Pressensé, un ordre du jour favorable à la « participation consultative des indigènes aux affaires publiques », adopte une résolution identique le 6 avril 1911, au terme d'un important débat marqué par la grande interpellation de Jaurès sur l'impôt en Indochine et sur le régime concessionnaire au Congo. En 1911, le nouveau ministre des Colonies Albert Lebrun relance les projets de représentation indigène et charge Albert Sarraut de les mettre en œuvre sur le terrain. Les deux passages de ce dernier au gouvernement général (1911-1914 et 1917-1919) ont probablement représenté un moment décisif pour le devenir de l'Indochine, d'autant qu'il sera, comme ministre des Colonies en 1919 puis comme leader politique de premier plan, l'un des principaux inspirateurs de la politique coloniale dans l'entre-deux-guerres. Avec lui parvient aux responsabilités une nouvelle équipe de jeunes fonctionnaires des Services civils souvent remarquables, qui ont déjà l'expérience de l'Indochine : J. Bosc, P. Blanchard de La Brosse, le brillant Louis Marty qui sera directeur des Affaires politiques de 1925 à 1934, que rejoindront en 1917 Pierre Pasquier et René Robin.

Comme l'a remarquablement montré A. Larcher-Gosha³¹, le « sarrautisme » n'a pas été qu'une tactique, qu'une politique du geste, plus verbale qu'effective, mais bien un pari plus audacieux sur la possibilité de « franciser » progressivement les classes aisées vietnamiennes par un transfert progressif d'éléments de la démocratie politique dans la colonie. Amorce d'un réformisme colonial cohérent, expression, dans les milieux dirigeants de la colonisation, d'un courant minoritaire prolongeant la vision d'un De Lanessan, ouvert à l'idée d'un certain *self-government* des colonisés, et n'excluant peut-être pas une décolonisation à terme, qu'un homme comme le général Pennequin n'hésite pas à accepter en 1913³². Sarraut n'écarte pas totalement cette éventualité pour le long terme. Les projets d'« armée jaune » encadrée par un corps d'officiers issus de l'élite indigène présentés par le général Voyron en 1906 et surtout par Pennequin vont dans ce sens. Dans l'immédiat, face à l'émergence du nationalisme, il s'agit d'élargir les alliances de la colonisation à la bourgeoisie vietnamienne, soucis qui seront également ceux du député radical Maurice Long, gouverneur général de 1920 à 1922, et du socialiste Alexandre Varenne, chargé de l'Indochine de 1925 à 1928 par le Cartel des gauches. Ainsi naît la politique dite de la « collaboration franco-annamite » (*Phap Viet de hue*), thème central du discours colonial après 1911. Elle consiste à substituer à la simple domination indéfinie une tutelle – très prolongée... – des « peuples retardataires », mais aussi à élargir prudemment la représentation des nouvelles élites, en les incluant dans le cadre du partenariat, inégal bien sûr, que le régime colonial a besoin de construire avec les peuples soumis. Phan Chu Trinh est gracié au début de 1911 et envoyé en mission dans la métropole aux frais du

gouvernement général. Au Tonkin, Sarraut réorganise la Chambre consultative indigène ainsi que les conseils provinciaux de notables, dont il étend l'institution à l'Annam en avril 1913 et entrouvre le fonctionnariat colonial aux élites : le premier administrateur vietnamien des services civils est promu en 1913. Initiatives d'autant plus impératives qu'elles peuvent permettre de combattre le nationalisme intransigeant en composant avec le nationalisme réformiste, et que la collaboration du mandarinat et de la nouvelle bourgeoisie vietnamienne va se révéler indispensable pendant la guerre pour faciliter les lourds prélèvements en argent et en hommes sur les trois territoires vietnamiens : 91 747 recrutés dont 48 694 tirailleurs, 42 744 travailleurs et 309 interprètes³³.

C'est en 1919, au cours du second mandat d'A. Sarraut, que les audaces du réformisme colonial sont près de culminer. La politique de mise en valeur suppose en effet un partenariat avec les nouvelles élites vietnamiennes. Sarraut est conseillé par Louis Marty, alors principal responsable de la Direction des affaires politiques, excellent prototype de ces fonctionnaires de l'Indochine qui allient culture orientaliste, connaissance des langues, ouverture aux civilisations dominées, sens politique et intelligence policière. Tous deux encouragent, notamment par l'élargissement des collèges électoraux, l'affirmation parmi elles d'un courant d'idées favorable à la « collaboration franco-annamite », susceptible pensent-ils de capter leurs aspirations nationales. Cette stratégie débouche sur le développement de structures de collaboration. Ainsi est créé à Hanoi le 1^{er} mai 1917, à l'initiative de Marty et de deux lettrés influents, Nguyen Ba Trac et Pham Quynh, la revue trilingue (*quôc ngu*, chinois, français) *Nam Phong* (« Vent du Sud »), parrainée et financée par le gouvernement général. En février 1919, c'est la mise sur pied de l'Association pour la formation intellectuelle et morale des Annamites (AFIMA). Le 27 février 1919, Sarraut évoque dans un retentissant discours au temple du Van Mieu de Hanoi, en termes ambigus il est vrai, la nécessaire préparation d'une « charte, sorte de constitution indochinoise », assurant une représentation élue aux colonisés chargés d'exercer un contrôle partiel sur le pouvoir colonial. « Ce qu'il faut faire, assure-t-il, c'est accorder à ceux que j'appelle les citoyens indigènes une extension sensible de leurs droits politiques dans la cité indigène. Je veux dire, d'une formule plus claire : il faut augmenter la représentation indigène là où elle n'existe pas encore et élargir le corps électoral qui désignera ses représentants. »

Certes, ce discours n'aura qu'une traduction concrète limitée, essentiellement la réforme électorale du 9 juin 1922 en Cochinchine³⁴, qui porte le collège électoral indigène du Conseil colonial de 1 800 à 20 000 électeurs – sur trois millions d'habitants – et sa représentation à dix sièges sur vingt-huit, au lieu de six. Au début de la décennie 1920, de toutes les colonies françaises, l'Indochine n'en est pas moins la seule à posséder une représentation élue des élites colonisées, entravée, il est vrai, par les multiples limitations de ses compétences. Rien n'est encore joué, mais c'est une virtualité qui semble prendre corps. De fait, celle-ci exerce une

réelle attraction sur une partie des nationalistes et même chez les révolutionnaires de l'exil : Phan Boi Chau lui-même rencontre en Chine des émissaires de Sarraut en 1917, rédige en novembre de la même année un manifeste favorable au *Phap Viêt Dê Huê* et s'y rallie peu à peu au début des années vingt, non sans avoir longtemps hésité, ralliement qu'il maintiendra même après son arrestation à Shanghai et son procès à Hanoi en 1925. La jeunesse nationaliste n'est pas moins attirée par la perspective du nationalisme démocratique, jusqu'en 1923 au moins, comme le suggérerait déjà le premier choix politique du jeune Ho Chi Minh, de son vrai nom Nguyen Tat Thanh, dix ans plus tôt. C'est en effet des vues réformistes de Phan Chu Trinh que ce dernier est proche, lorsque, au début de 1911, il part pour Marseille d'où il adresse en septembre au président de la République sa candidature à l'École coloniale, qui comportait à l'époque une section ouverte aux jeunes Indochinois³⁵. Comme lui, nombre de jeunes gens entreprennent, à partir des années 1910, le *Tay Du*, le « voyage vers l'Ouest », dans le but de s'approprier les secrets de la puissance et de la modernité. Au Vietnam même, se multiplient après 1911, à l'initiative des réformistes et de la bourgeoisie moderniste, les écoles privées – une quinzaine à Saigon vers 1930 – des entreprises, comme la Société annamite de crédit fondée en 1927 à Saigon, tandis que prospère la presse moderne.

Or le nationalisme réformiste, loin de connaître l'audience de masse qui est déjà celle du Congrès en Inde, va finalement tendre à s'identifier aux forces conservatrices. Cela, par suite de la carence historique de la bourgeoisie vietnamienne et, tout autant, du non-respect par les gouvernements métropolitains des promesses de 1919. La politique de Sarraut, devenu ministre des Colonies en 1920, et de ses successeurs au gouvernement général s'enlise en effet peu à peu dans la simple tactique à court terme destinée à clientéliser les nouvelles élites vietnamiennes. Elle n'aboutit en fait qu'à la création en 1928 du Grand Conseil des intérêts économiques, simple organe consultatif dominé par les milieux d'affaires. Avec la Grande Dépression, toute nouvelle initiative disparaît. Quant à la « collaboration franco-annamite » et au réformisme, ils restent, après 1925, l'affaire de groupes restreints, sans avoir pu donner naissance à de véritables partis. Mouvement très diversifié et divisé au demeurant, puisqu'à la revue *Dong Zuong Tap Chi* (Revue indochinoise », 1913-1920) et au *Trung Bac Tan Van* (« Nouvelles du Centre et du Nord ») de Nguyen Van Vinh, partisan d'une période d'administration directe pourvu qu'elle établisse la démocratie, s'oppose *Nam Phong* de Pham Quynh dont on ne peut toutefois ignorer la considérable influence. Figure remarquable, éduqué au Collège du protectorat, excellent sinisant, interprète à l'École française d'Extrême-Orient, Pham Quynh (1892-1945), lié d'amitié avec L. Marty, plaide dans sa revue pour la rénovation d'une culture confucéenne qui se dégagerait de l'orthodoxie du néoconfucianisme de Zhu Xi et de la tradition monarchique, s'accommoderait avec les savoirs et les valeurs modernes dans le cadre d'un protectorat réaménagé, cherchant à « aider la monarchie annamite à créer un

véritable gouvernement national³⁶ ». Néo-traditionalisme dont l'audience a été réelle, avant 1930 du moins, puisque le *Tieng Zan* (« La Voix du peuple ») de l'influent lettré de Hué Huynh Thuc Khang n'en est pas très éloigné vers 1927, mais qui n'a pas pour autant permis à ses tenants de franchir le seuil de l'action politique collective.

De ce néo-traditionalisme se distingue le constitutionnalisme qui s'organise en Cochinchine en 1917-1919 autour de *La Tribune indigène*, lancée en 1917 avec les subventions occultes de l'administration, par l'ingénieur agronome Bui Quang Chieu (1872-1945), et de *L'Écho annamite* créé en 1919 par Nguyen Phan Long. Ce premier constitutionnalisme est important car, avec lui, les colonisés commencent à s'approprier les concepts et les pratiques politiques modernes, à investir à leurs propres fins le réformisme colonial. Cet apprentissage de la politique participe d'un mouvement profond par lequel, dans les années vingt, les élites vietnamiennes des villes entreprennent de construire une société politique à l'intérieur même du cadre colonial. Les constitutionnalistes, comme les néo-traditionalistes, développent une campagne d'allure moderniste (« davantage de maîtres, davantage d'écoles »), organisent en août 1919 un boycott antichinois. Ils dénoncent les scandales de la colonisation (comme celui du projet de monopole du port de commerce à Saigon en 1923) et ils emportent facilement le soutien de la grande bourgeoisie terrienne du Sud, dont ils vont devenir la représentation politique, à la suite de leur victoire à l'élection du Conseil colonial d'octobre 1926 en Cochinchine. Vers 1923, leurs chances paraissent alors sérieuses et ils apparaissent comme les continuateurs de Phan Chu Trinh. Mais, du même coup, le constitutionnalisme a d'emblée borné ses ambitions historiques à la promotion des intérêts de classe des riches possédants du Sud. En 1917, son porte-parole au Conseil colonial, Ziep Van Cuong, expose un programme d'extension du droit de vote et de la naturalisation aux seules élites, aux propriétaires, aux notables et aux diplômés, expressément assorti de l'exclusion des masses incultes des droits politiques. Le constitutionnalisme se réclame, lui aussi, de la « collaboration franco-annamite » dans laquelle il voit l'amorce d'un *self-government* républicain, réservé aux élites, dont il se satisferait. Il n'ira jamais au-delà. Il ne cherche pas à mobiliser les masses populaires, toute son action a fini par se borner à promouvoir l'enrichissement des grandes familles du Sud, à tenter de supplanter le colonat et le mandarinat dans la fonction de partenaire des autorités. En fait, parce que le constitutionnalisme « pense plus en termes de classe qu'en termes de nation³⁷ », les chances du nationalisme démocratique, celles d'une décolonisation évolutive, apparaissent, dès les années vingt, singulièrement réduites. D'autant que deux nouveaux facteurs viennent alors peser dans ce sens comme dans celui de l'avortement du réformisme colonial français : la radicalisation de la jeune génération intellectuelle, l'avènement des mouvements sociaux modernes.

Du nationalisme au communisme national : l'intelligentsia révolutionnaire (1923-1929)

En quelques années, à partir de 1923, s'instaure dans les villes une étonnante mobilité des identités individuelles et collectives, les contestations radicales surgissent, la dynamique du mouvement national connaît une accélération brusque, dont l'aboutissement est la montée d'une nouvelle force politique, celle de l'avenir, le communisme. Celui-ci a pour milieu porteur un nouveau groupe social, l'intelligentsia révolutionnaire.

Nouvelles générations intellectuelles

Jusqu'alors, les éléments actifs du nationalisme se recrutaient principalement parmi les lettrés d'ancien style qui refusaient souvent d'apprendre le français. Dans les années vingt, ceux-ci passent peu à peu à l'arrière-plan de l'action nationale, et c'est désormais le groupe social des intellectuels et des semi-intellectuels de formation moderne qui va en constituer l'aile marchante. Ce groupe s'est étoffé sociologiquement à la suite de l'entrée d'un nombre significatif de jeunes Vietnamiens dans les écoles secondaires. Selon David Marr, il y a peut-être, vers 1925, cinq mille intellectuels qui ont suivi un cursus scolaire moderne plus ou moins prolongé, dix mille vers 1935³⁸. La majorité d'entre eux sont élèves, étudiants, secrétaires de l'administration ou des entreprises, instituteurs, journalistes, et appartiennent souvent aux familles de l'ancienne élite lettrée. Précisément, ils vont assumer sur le mode radical puis révolutionnaire l'ancienne fonction dirigeante de cette élite. Ainsi va s'instaurer durablement au Vietnam le phénomène d'intelligentsia, au sens qu'avaient donné à ce terme les « Narodniki » russes³⁹. Dans une situation historique caractérisée par l'existence d'un pouvoir étranger surpuissant, les nouveaux intellectuels vietnamiens se voient interdire l'accomplissement des fonctions sociales essentielles de l'intellectuel moderne : élaboration et diffusion des savoirs et des idéologies, direction de la production et de l'échange, gestion du politique par l'exercice du pouvoir et des rôles d'opposition à tous les échelons de l'État et de la société civile. Maintenus dans un statut social subalterne par rapport aux colons et aux fonctionnaires étrangers, placés dans une situation d'aliénation culturelle dramatique, ils se trouvent dans une impasse historique totale par suite du faible développement et de l'impuissance politique de la bourgeoisie nationale. Dès lors, une partie d'entre eux, les jeunes générations notamment, va assumer son aliénation historique par la révolution, entrer en dissidence sociale, adopter ou produire une culture révolutionnaire, interpréter la réalité du monde pour l'ensemble de la société tout en promouvant le projet et les intérêts historiques de l'intellectuel moderne (transformation de la société et de la culture, industrialisation et développement, etc.), en mobilisant politiquement les classes déshéritées, bref se constituer en élite révolutionnaire, en intelligentsia. Le nationalisme

révolutionnaire sous ses diverses formes aura précisément eu pour fonction historique d'apporter une réponse à la crise des intellectuels.

Deux événements retentissants signalent l'entrée en scène de cette nouvelle force historique⁴⁰. En premier lieu, la conférence prononcée le 15 octobre 1923 à Saigon par un jeune licencié en droit, Nguyen An Ninh (1900-1943) sur « Les aspirations de la jeunesse annamite », qui fait sensation par son audace, par sa condamnation radicale du confucianisme et de la « mission civilisatrice » de la France, par son appel à l'auto-affirmation de la jeunesse et par son exaltation de l'individualisme. En second lieu, l'attentat contre le gouverneur général Merlin au Victoria Hôtel de Canton le 18 juin 1924, organisé par un groupe révolutionnaire vaguement influencé par l'anarchisme de la propagande par le fait, le Tam Tam Xa (Société des cœurs) et réalisé par un jeune homme de vingt-quatre ans, Pham Hong Thai⁴¹. Nguyen An Ninh proclame l'impossibilité de séparer la libération de l'individu, l'émancipation politique et la transformation de la société. L'intelligentsia a désormais un projet historique.

La révolte de la jeunesse intellectuelle, le milieu de la société vietnamienne qui se trouve aux premières lignes de la confrontation avec l'Occident, est d'abord culturelle. Elle s'exprime par un rejet iconoclaste de la tradition confucéenne, de ses valeurs immuables – la piété filiale, l'autorité absolue des parents et des maîtres –, de la gérontocratie, de la famille étouffante, accusées d'être responsables du retard vietnamien. A Saigon, entre 1917 et 1928, s'accomplit, comme l'a mis en lumière Ph. Peycam⁴², une véritable « révolution journalistique ». Les jeunes intellectuels et la nouvelle presse souvent éphémère, qu'ils créent en *quôc ngu* et en français, mènent une campagne permanente pour la modernisation radicale de la société et de la culture, tout en se constituant en inconciliable opposition politique à l'administration française. Ainsi se trouve engagé un long processus de critique et de réévaluations culturelles qui va ruiner les tentatives de *revival* confucéen des néo-traditionalistes. « C'est le confucianisme qui dans le passé a élevé le Vietnam au rang des nations civilisées, écrira en 1939 le romancier Ngo Tat To. C'est aussi le confucianisme qui a conduit le Vietnam au bord de la perdition⁴³. »

En même temps s'affirme une conception volontariste du sujet, du héros romantique, chez un Nguyen An Ninh par exemple, grand admirateur de Nietzsche. On se tourne avec fascination vers la littérature et la philosophie occidentales, et vers les idéologies de gauche venues d'Europe. Le pacifisme, le féminisme font recette. Un vigoureux féminisme s'affirme dans l'élite instruite et inspire le *Phu Nu Tan Van* (« Les nouvelles des femmes »), fondé en mai 1929, le plus influent des journaux d'opposition à Saigon au début des années trente : le journaliste Phan Khoi y publie en octobre, de la même année un vigoureux « Réquisitoire contre la famille annamite ». La jeunesse radicale se met à l'écoute de l'Occident révolutionnaire, de la Russie soviétique, mais aussi de l'Inde et de la Chine. Le marxisme dans sa version bolchevique attire, mais on se

passionné pour Gandhi et pour Tagore autant que pour Sun Yat-sen et Lénine.

Cette révolte des fils contre les pères, ce « nihilisme » anticonfucéen de la jeunesse instruite – même s'il ne touche que quelques milliers d'individus –, la constitution, tout à fait insolite dans une société confucéenne, de la jeunesse en force politique sont les faits majeurs de l'histoire du XX^e siècle au Vietnam, car l'intelligentsia va y être le levain de la révolution. En 1923, elle n'en est qu'au début d'un long cheminement qu'elle inaugure en se mettant en situation d'exil intérieur, en quête d'une autre culture, de nouvelles réponses idéologiques. C'est la multiplication des cercles d'études des associations, une sorte de printemps de la presse et du journalisme – de 1917 à 1940 près de 300 périodiques voient le jour à Saïgon où l'on recense 29 imprimeries dont 23 vietnamiennes en 1932 –, la floraison d'une série de journaux radicaux, éphémères mais combatifs, dont le plus influent est *La Cloche fêlée* (décembre 1923-juin 1924), fondé à Saïgon par Nguyen An Ninh, journaliste et écrivain remarquable, mystique et romantique, le véritable maître à penser de la génération de 1923. D'autres feuilles, comme le *Dong Phap Thoi Bao* (« France-Indochine », 1926-1928) de Tran Huy Lieu, n'auront pas moins d'écho. C'est aussi une pratique sociale populiste qui s'instaure. A partir de 1925, bien des fils et des filles de mandarins prennent leurs distances à l'égard de leur milieu d'origine, tels les futurs leaders communistes Nguyen Thi Minh Khai (1910-1941), petite-fille d'un gouverneur de province devenue employée de la gare de Vinh, ou encore Nguyen Van Cu (1912-1941) qui descendait, dit-on, du grand lettré du XV^e siècle Nguyen Trai, Pham Van Dong, né en 1906, dont le père avait été chef de cabinet de l'empereur Duy Tan, ou Tran Phu (1904-1931), fils d'un mandarin de district du Quang Ngai qui s'était suicidé pour protester contre les exigences françaises en matière de corvées, devenus quant à eux simples instituteurs.

Les radicaux de 1925-1926

En 1925-1926, la jeunesse bascule dans le radicalisme politique. Sa révolte coïncide en effet avec l'échec définitif des réformistes, en particulier des constitutionnalistes, qui ont placé tous leurs espoirs dans l'arrivée au pouvoir en métropole du Cartel des gauches. Ils lancent en août 1926 un hebdomadaire qui a une certaine influence, *La Tribune indochinoise*, et tentent en octobre de s'organiser officiellement en un véritable parti. La même année, leur leader, Bui Quang Chieu, s'est rendu en France pour faire avancer leur programme de réformes politiques graduelles. C'est l'échec, en dépit de la nomination du socialiste Alexandre Varenne, leader de la SFIO dans le Puy-de-Dôme, au gouvernement général en 1925⁴⁴. L'accès des Vietnamiens à diverses fonctions administratives, une amnistie, l'adoption d'une réglementation du travail sur les plantations (arrêtés du 25 octobre 1927), le changement de dénomination des Chambres consultatives des protectorats (elles reçoivent le nom de

Chambres des représentants du peuple...) sont les seules réformes de l'administration Varenne (juillet 1925-janvier 1928). La tentative de Pham Quynh de constituer en septembre 1926 un Parti progressiste du Vietnam avec d'anciens déportés à Poulo Condore comme Huynh Thuc Khang et des délégués des trois *ky* ne reçoit pas l'autorisation. Au demeurant, les réformistes sont restés d'une extrême timidité, conscients de leur faiblesse sociologique et politique, que l'un d'entre eux, Nguyen Phan Long, soulignait sans illusion, en 1924 : « La révolution française de 1789 fournit d'utiles enseignements [...]. Avant que la révolution éclatât, le nouvel ordre des choses s'était insensiblement substitué à l'ancien ; de l'un à l'autre, l'ascension des bourgeois avait ménagé la transition nécessaire [...]. Et, parmi ces bourgeois, des conducteurs de foule se révélèrent, subjuguant par l'ascendant de l'audace et du génie [...]. A côté de ces géants, que vaut et que pèse notre "élite" ? Sans cadres et sans chefs reconnus, une révolution est vouée, même en dehors de toute intervention étrangère, à un sanglant échec et aux discordes intestines [...]. Pour les considérations exposées ci-dessus, l'émancipation nous serait pour le moment nuisible parce que prématurée [...] ⁴⁵. » En fait, le *leadership* social du mouvement national est d'ores et déjà vacant. Entre le nationalisme conservateur et le radicalisme intellectuel, la rupture ne peut qu'être totale.

Le grand tournant est le printemps 1926. Les heurts entre la jeunesse intellectuelle et les autorités coloniales se sont multipliés après l'arrestation de Phan Boi Chau à Shanghai en juin 1925 et après sa condamnation à mort à Hanoi le 25 novembre (il est gracié par A. Varenne le 25 décembre). Ils s'aggravent à l'occasion de l'arrestation de Nguyen An Ninh le 24 mars 1926, puis des funérailles de Phan Chu Trinh, le 4 avril, qui suscitent une immense démonstration nationale. A Saigon, plus de cent quarante mille personnes participent au cortège funèbre du grand patriote. Quelques jours plus tard, à la suite de sanctions infligées aux élèves qui manifestaient ouvertement leurs sentiments patriotiques, éclate un mouvement de boycott des écoles qui se propage dans le centre et le nord du pays. A la fin de mai 1926, plus d'un millier d'élèves ont été renvoyés des établissements du Sud avec l'approbation des constitutionnalistes ⁴⁶ et des traditionalistes. Grèves et incidents dans les écoles ne vont pas cesser de se répéter au cours des trois années suivantes.

Le chemin de la révolution

Désormais, l'activisme est à l'ordre du jour. L'intelligentsia se tourne avec enthousiasme vers l'action illégale. On tente de créer des journaux, vite interdits, on imprime des tracts, des appels, des manifestes. On émigre à l'étranger, en Chine, en France, que gagnent en 1926 des centaines de jeunes gens du Sud. Du mouvement même par lequel s'autonomise l'intelligentsia naît une nouvelle génération de partis révolutionnaires à l'idéologie encore floue : éphémères groupes « Jeune Annam » qui fleurissent un peu partout, « Société secrète Nguyen An Ninh », un

mouvement clandestin formé par ce dernier en Cochinchine centrale au début de 1928 sur le modèle des anciennes Triades mais sur des mots d'ordre modernes, qui regroupe des jeunes, des paysans, des travailleurs urbains. Les principaux de ces partis sont le Tan Viet Nam Cach Menh Dang (Parti révolutionnaire du nouveau Vietnam), issu de l'action entreprise en 1924 par un groupe de jeunes gens de la région de Vinh, Tran Mong Bach, Ha Huy Tap, Tran Phu, Ton Quang Phiet, qui va essaimer en Annam, et le Viet Nam Quoc Zan Dang (Parti national du Vietnam) que fonde en novembre 1927 à Hanoi un jeune homme de vingt-sept ans, ancien élève de l'École de commerce, Nguyen Thai Hoc⁴⁷. Le Quoc Zan Dang (VNQZD) s'inspire du « triple démisme » de Sun Yat-sen et du modèle révolutionnaire du Guomindang chinois. Très dynamique, en dépit de la surveillance de la Sûreté, il recrute rapidement des centaines de militants au Tonkin, parmi les jeunes intellectuels, les travailleurs, les femmes. Ce qui le distingue, c'est l'accent mis sur l'action armée. En 1929, le VNQZD lance plusieurs actions terroristes contre les agents de la Sûreté et mène campagne contre la traite des coolies à destination des plantations du Sud.

Pourtant, ce renouveau des partis nationalistes révolutionnaires ne va être pour l'intelligentsia qu'une brève transition vers un au-delà du nationalisme. Car il s'est accompli en synchronisme avec la montée d'un mouvement communiste particulièrement dynamique. Jusqu'en 1925, le communisme n'exerce encore qu'une attraction limitée sur le mouvement national, essentiellement dans la petite communauté vietnamienne de France. Il s'est dégagé du Groupe des patriotes annamites qu'avaient mis sur pied à Paris vers 1911 Phan Chu Trinh et un jeune juriste, Phan Van Truong, et qui a repris vigueur en 1918 afin d'affirmer l'idée nationale vietnamienne dans le contexte wilsonien de la Conférence de la paix, à l'exemple des nationalistes coréens, tunisiens, indiens. Tel est le sens des célèbres « Revendications du peuple annamite » rédigées en 1919 sous la signature collective Nguyen Ai Quoc (Nguyen le Patriote). Du groupe se détache très vite le futur Ho Chi Minh, qui adopte le pseudonyme de Nguyen Ai Quoc⁴⁸. Né au Nghê An, d'un père mandarin qui avait été révoqué par le protectorat, venu en France en 1911 dans le cadre du *Tay Zu* que venait d'inaugurer Phan Chu Trinh, c'est alors, comme ce dernier, un moderniste, convaincu de l'urgente nécessité de faire entrer la nation dans l'ère du progrès et de la culture technique, à laquelle, après une vaine tentative d'entrer à l'École coloniale, il s'intéresse au cours des années de guerre qu'il passe à Londres. Autodidacte, arrivé à Paris sans doute en juin 1919, il adhère comme plusieurs membres du Groupe des patriotes à la SFIO et à la franc-maçonnerie. Au cours de cet apprentissage politique, proche des anarchistes – il se lie au célèbre anticolonialiste Paul Vigné d'Octon, collaborateur du *Libertaire* –, il insère dans la presse socialiste, syndicaliste ou anarchiste de courts articles destinés à affirmer l'existence de la nation annamite. Cet activisme trouve un écho avec sa prise de position remarquée en faveur de l'adhésion au Komintern au congrès de Tours de la SFIO en décembre 1920. Avec une

poignée d'Antillais, de Malgaches, d'Algériens et quelques jeunes Vietnamiens, en particulier un brillant ingénieur chimiste, Nguyen Thê Truyen (1898-1969), il est l'un des premiers militants coloniaux du PCF et prend part à la fondation, en avril 1922, de l'Union intercoloniale et de son journal *Le Paria*⁴⁹. C'est la première affirmation d'un autre communisme, « tiers-mondiste » avant la lettre, que marque la rédaction par Nguyen Ai Quoc et Nguyen Thê Truyen du célèbre *Procès de la colonisation française*, paru en 1924, après le départ de Nguyen Ai Quoc (en juin 1923) pour le congrès de fondation de l'Internationale paysanne à Moscou.

L'action de ce minuscule noyau communiste a eu une certaine résonance. Au Vietnam, tout d'abord, où elle est perçue comme une protestation patriotique brisant l'immense silence dans lequel le régime colonial a enfermé le peuple vaincu. En France, parmi les quelques milliers de Vietnamiens, travailleurs, marins, étudiants, tirailleurs. Ainsi s'est constitué, dans la mouvance du PCF, un point d'amarrage, très ténu encore, pour le nationalisme vietnamien, qui prend la forme, en 1926, du Vietnam Doc Lap Dang (Parti de l'indépendance du Vietnam), fondé à l'initiative de la Section coloniale du Comité central du PCF et animé par Nguyen Thê Truyen.

Thanh Nien

Un second pôle communiste vietnamien se constitue à la même époque à Canton, dans le sillage de la révolution chinoise de 1924-1927 et du jeune communisme chinois, et dans le contexte de l'intérêt que le Komintern porte désormais à la Chine et, par voie de conséquence, à l'Indochine. Arrivé à Canton en décembre 1924, dans le cadre de la mission soviétique d'aide au Guomindang que dirige Borodine, Nguyen Ai Quoc forme en effet avec neuf membres du Tam Tam Xa, presque tous originaires de sa province natale, le Nghê An, la Brigade de la jeunesse communiste (Thanh Nien Cong San Doan). Celle-ci est le noyau constitutif et dirigeant d'une organisation plus large, structure d'accueil pour les membres des nouveaux partis nationalistes, le Viet Nam Cach Menh Thanh Nien Hoi (Association de la jeunesse révolutionnaire vietnamienne)⁵⁰. Constituée au printemps de 1925 dans le cadre de la stratégie d'alliance entre le mouvement communiste et les nationalismes coloniaux, alors mise en œuvre par le Komintern, l'organisation publie et diffuse en Indochine un bulletin ronéotypé, *Thanh Nien* (« La jeunesse », deux cent huit numéros du 21 juin 1925 à mai 1930). Centralisée et disciplinée, appuyée sur son réseau de Chine du Sud et, à partir de 1928, sur ses relais du Nord-Est du Siam, elle assure, avec l'appui du Guomindang, la formation politique de jeunes révolutionnaires dans le cadre de cours de trois semaines à quatre mois dans l'immeuble du PC chinois, au 13, Wang Ming Street, à Canton. Entre 1925 et 1929, quelque trois cents jeunes Vietnamiens vont suivre ces cours avant d'être admis dans le Thanh Nien et de repartir en Indochine créer des cellules clandestines.

Certains sont envoyés à l'Académie militaire de Whampoa, d'autres, comme Lê Hong Phong (1902-1942), à l'Université des travailleurs d'Orient de Moscou, à laquelle cinquante élèves vietnamiens sont inscrits à l'automne 1927.

Le succès du communisme dans la jeunesse instruite

Ce succès s'explique fondamentalement par la « demande » idéologique de la jeune intelligentsia révolutionnaire. Celle-ci va aller au communisme d'une démarche endogène. Dans ses rangs, l'intérêt pour le marxisme s'est fait jour à partir de 1926. Ainsi, à Saigon, *La Cloche fêlée* publiée au printemps 1926 (du 29 mars au 26 avril), en huit épisodes, *Le Manifeste communiste* de Marx et Engels et les journaux radicaux multiplient les articles repris de la presse communiste d'Europe. Le communisme offre en effet une réponse cohérente et unitaire à la problématique historique qu'affronte la jeunesse intellectuelle, et une alternative globale à la perspective sans espoir du darwinisme social des nationalistes. Il propose une vision du futur positive pour les nations et les peuples rayés de l'histoire, en perdition dans le siècle colonial, une solution de rechange, « scientifique » par surcroît, au moralisme confucéen qui semble en pleine faillite et au complexe mystique populaire. Il offre aussi un modèle de développement, de reconstruction de la société et de l'État, celui de l'URSS. « Après avoir chassé les Français hors de nos frontières, écrit le *Thanh Nien* en juin 1925, nous devons détruire les éléments contre-révolutionnaires, construire des routes pour les transports et les communications, développer le commerce et l'industrie, éduquer le peuple et lui apporter la paix et le bonheur. » Fait non moins essentiel pour un mouvement national dont toutes les alliances extérieures (le Japon, la Chine, l'Allemagne en 1914, la gauche française) s'étaient révélées décevantes, l'adhésion au communisme, c'est encore la promesse de la solidarité concrète et efficace du puissant appareil mondial du Komintern. De plus, le communisme permet à l'intelligentsia de briser son isolement social et de prendre en charge les nouveaux mouvements sociaux. Depuis 1925, des grèves ouvrières sporadiques ont éclaté dans les villes. L'une des premières a été la grande grève de l'arsenal de Saigon (5-14 août 1925), qui s'est répétée l'année suivante le 5 mai⁵¹. Dans les plantations d'hévéas du Sud les conflits se multiplient, tandis que se font jour des troubles agraires sporadiques, comme l'affaire de Ninh Thanh Loi en 1928. Le communisme est une réponse à l'infinie misère paysanne et ouvrière, à l'oppression des propriétaires fonciers et des notables, à la dure expérience de l'exploitation coloniale que font la paysannerie et un étique mais non négligeable prolétariat. Pour les masses misérables, le communisme reconstitue un tissu social, invente de nouvelles solidarités, syndicats, mutuelles, fraternités, que vont organiser les intellectuels et qui aideront à résoudre les problèmes quotidiens des classes populaires. Modèle de mobilisation des masses et

d'organisation de leurs mouvements sociaux, il va permettre à la jeunesse intellectuelle d'être en prise avec l'immense peuple des pauvres.

« A une organisation politique moderne d'oppression, il faut opposer une organisation moderne de résistance », avait écrit Nguyen An Ninh⁵². Avec le Thanh Nien, l'ère purement conspiratrice du romantisme, de l'amateurisme s'achève, celle de la politique révolutionnaire et de la cohérence idéologique commence. Le Thanh Nien met l'accent sur la théorie, il cherche à concilier nationalisme et communisme, à définir un programme neuf associant la libération nationale et la libération sociale, à élaborer des concepts pour l'action, par exemple dans la brochure *Le Chemin de la révolution* que rédige Nguyen Ai Quoc en 1927, en réponse à celle, confucéenne et confuse, d'un parent de Phan Boi Chau, Nguyen Thuong Huyen, ou dans le journal *Thanh Nien*. Il crée un vocabulaire politique et le diffuse. Le Thanh Nien propose non seulement une alternative politique pour l'intelligentsia en révolte, valorisant les masses paysannes et ouvrières, mais, au-delà, une véritable réforme éthique, rénovant la morale confucéenne par la greffe des valeurs du communisme soviétique. Il oppose à l'image de la femme moderne, émancipée et indépendante, diffusée par la petite bourgeoisie urbaine, un féminisme révolutionnaire militant et égalitaire. En dépit de sa faiblesse, le Thanh Nien est la première organisation révolutionnaire à opérer de manière continue à l'échelle de tout le pays en débordant sur le Siam et la Chine, à disposer d'un plan d'action, assez proche encore des conceptions nationalistes : phase de l'agitation, phase de l'action de masse, phase insurrectionnelle. L'organisation recrute dans les écoles, par exemple au lycée Albert-Sarraut de Hanoi, où Pham Van Dong adhère à la fin de 1927, comme le fait, à la même époque, à l'École franco-annamite de Nam Dinh, Dang Xuan Khu, le futur Truong Chinh, à l'intérieur aussi des partis nationalistes, en particulier au sein du Tan Viet qui, en juillet 1927, entre en pourparlers pour fusionner avec le Thanh Nien. Dès 1929, ce dernier compte un millier de militants dans les trois *ky*, dont 90 % sont des jeunes intellectuels⁵³.

Surtout, le Thanh Nien a entrepris une action intensive en milieu ouvrier et paysan, dans le cadre du mouvement dit de « prolétarianisation » lancé au milieu de 1928 après le VI^e congrès du Komintern qui, en août 1928, a adopté la ligne « classe contre classe ». Les jeunes intellectuels vont s'engager comme travailleurs dans les plantations d'hévéas, les usines des villes, les mines. Version vietnamienne du populisme révolutionnaire russe ou chinois, véritable transfert d'affiliation sociale des intellectuels, la « prolétarianisation » vise à éduquer les membres du Thanh Nien et à organiser le peuple. Avec elle, les cellules de l'organisation s'implantent dans les villes, dans les villages du Nghê An, du Ha Tinh, de la Cochinchine centrale, où elles utilisent les réseaux de la société secrète Nguyen An Ninh. La prolétarianisation a été un réel succès. Dans la grande plantation Michelin, à Phu Rieng, il y a une cellule du Thanh Nien dès 1928⁵⁴ ; en de nombreux endroits se forment, en 1929-1930, les premiers syndicats ouvriers et les premières unions paysannes tandis qu'augmente

le nombre des incidents dans les entreprises et des grèves (sept en 1927, vingt-quatre en 1929).

A partir de 1928, la volonté révolutionnaire de la jeune intelligentsia, sa pression en vue de la création d'un véritable parti communiste sont telles qu'elles vont entraîner l'éclatement et le dépassement du Thanh Nien. Ce dernier est en effet une organisation communiste très particulière, transitoire, où les démarches et l'idéologie du nationalisme classique restent fortement présentes, très marquées encore par la culture confucéenne. Elle développe un discours éclectique, où les thèmes communistes se mêlent encore à la crainte darwinienne d'une « extinction de la race », aux éloges du confucianisme et aux appels à l'unité nationale. La priorité est donnée à la libération nationale sur le combat social : « Les circonstances actuelles, écrit le *Thanh Nien* le 24 octobre 1927, contraignent le peuple vietnamien à nourrir la révolution nationale et non pas une révolution de classe. C'est pourquoi c'est un devoir pour les riches, les pauvres, les mandarins et la population de s'unir pour assurer le triomphe de la révolution nationale. » Or, confrontée aux contraintes de l'action clandestine en milieu populaire et, plus encore peut-être, aux exigences de son propre devenir historique, la jeune intelligentsia « prolétarisée », qui suit attentivement le débat chinois en cours dans le Komintern depuis la sanglante défaite des communistes chinois en 1927, va opter pour le nouveau cours, gauchiste, de l'Internationale. En 1928, la poussée du courant favorable à la création d'un véritable parti communiste devient irrésistible. Elle l'emporte en France où, en avril, le Vietnam Doc Lap Dang cède la place à un groupe communiste vietnamien fondé par Nguyen Van Tao et, à la fin de 1929, à un groupe trotskiste animé par Ta Thu Thau⁵⁵. Le 17 juin 1929, le groupe hanoïen du Thanh Nien fonde, sous l'impulsion de Ngo Gia Tu (1908-1935), un Parti communiste indochinois (Dong Zuong Cong San Dang) après avoir délibérément rompu avec les dirigeants du Thanh Nien lors de son congrès de mai 1929 à Hong Kong.

Ce qui se trouve rejeté, c'est le compromis entre nationalisme et communisme, ce « communisme nationaliste » qu'avait recherché Nguyen Ai Quoc. La primauté que le Thanh Nien conférait à la lutte nationale semble rendre impossible la mobilisation des classes pauvres sur la base de leurs propres intérêts. C'est un communisme de lutte de classes qui cherche désormais à s'affirmer, en accord avec la nouvelle ligne du Komintern qui prévoit la création de partis communistes dans les colonies. Dès lors, c'est la débandade du Thanh Nien dont les restes décident de se transformer en Parti communiste de l'Annam, implanté essentiellement en Cochinchine. Le Tan Viet, de son côté, se proclame Ligue communiste indochinoise le 1^{er} janvier 1930. Il y a donc à ce moment trois groupes communistes, dont aucun n'est reconnu par le Komintern. Seul le VNQZD échappe à l'attraction communiste. Nguyen Ai Quoc, alors au Siam où il représentait l'Internationale pour la zone des « mers du Sud », réunit les représentants des trois groupes dans une conférence secrète, à Kowloon (Hong Kong), du 3 au 7 février 1930 et

parvient à les unifier dans le Dang Cong San Viet Nam (Parti communiste vietnamien) sur la base d'un projet de libération nationale à direction ouvrière dans le cadre d'une « révolution bourgeoise-démocratique ». Mais l'on maintient la possibilité d'accords avec les élites nationalistes. Un jeune militant de retour d'URSS, Tran Phu, est nommé secrétaire général. Mais à ce moment, alors que le Parti communiste vient à peine de naître, l'insurrection a déjà éclaté.

1929-1932 Indochine SOS

Dans l'épreuve de force qui oppose, trois années durant, les nationalistes et les communistes vietnamiens au pouvoir colonial⁵⁶ se conjuguent, dans la conjoncture aggravante de la Grande Dépression, toutes les tensions à l'œuvre depuis le début du siècle : fermentation de la jeunesse instruite, débuts de l'action ouvrière, polarisation sociale et mécontentements latents au village contre la lourdeur de la fiscalité coloniale et contre la corruption des mandarins et des notables, accaparement par ces derniers des terres communales (en 1937, en Annam, plus de trois mille villages sur environ huit mille n'en ont plus), dégradation des relations de patronage et des mécanismes de solidarité traditionnels qui garantissaient l'équilibre précaire de la vie paysanne. Un peu partout s'est accumulée la poudre d'une explosion collective. Mais celle-ci va se produire en quatre contextes différents : les villes, grandes et moyennes, du Tonkin ; la Cochinchine rurale et urbaine où les rapports capitalistes sont les plus développés et où les prix du riz baissent en 1930, puis s'effondrent l'année suivante ; les provinces misérables et surpeuplées du Nord-Annam, le Nghê An et le Ha Tinh (le Nghê Tinh) où se succèdent depuis le milieu de 1929 des récoltes désastreuses ; le Quang Ngai, le Binh Dinh, une partie du Quang Nam, où, comme l'a montré J. Kleinen⁵⁷, en plus des déficits des récoltes de paddy, l'effondrement, à partir d'octobre 1929, des exportations de sucre de canne sur la Chine met les paysans dans l'incapacité de payer les fermages et plonge les journaliers dans le chômage. Les mouvements de 1930 vont en conséquence obéir à des rythmes très diversifiés et revêtir des modalités singulières, si bien qu'il n'y aura pas, à la différence de 1945, de levée générale synchrone et que les facteurs d'unité joueront encore au profit du régime colonial.

Yen Bay

Épreuve de force en trois actes. L'assassinat par le VNQZD du recruteur de coolies Bazin le 9 février 1929, à Hanoi, libère la double spirale de la répression et de la violence révolutionnaire. Les opérations d'une Sûreté générale encore mal informée de la nature exacte de ses adversaires, les grands procès qui déciment le Thanh Nien, en particulier après l'assassinat par sa section de Cochinchine de l'un de ses responsables – le crime de la rue Barbier de mai 1929 : plus de mille suspects sont arrêtés,

dont Pham Van Dong, envoyé de Hong Kong par le Thanh Nien, pour enquêter sur l'affaire, et l'affaire est jugée le 3 juillet 1929 –, font brusquement monter la tension.

Alors s'ouvre le cycle révolutionnaire du VNQZD. La police arrête les militants nationalistes par centaines au Tonkin, arrache les confessions, infiltre ses agents dans l'organisation que défendent les groupes terroristes du parti. A la mi-mai 1929, le Comité central du VNQZD réuni à Bac Ninh décide l'insurrection pour l'année à venir. En juillet a lieu le grand procès de 227 de ses militants à Hanoi. En octobre, une explosion dans un atelier clandestin de fabrication de bombes à Bac Giang alerte les autorités. Désormais, le parti est traqué, peu à peu démantelé. Le 26 janvier 1930, ses derniers dirigeants en liberté décident de jouer leur va-tout : « La vie, déclare à leur ultime réunion Nguyen Thai Hoc, est un jeu de hasard. Si l'on joue les cartes blanches, on risque tout son capital. La chance est contre nous et le parti risque de dissiper toutes ses forces. Une fois que la peur sera entrée dans le cœur du peuple, celui-ci perdra l'enthousiasme et la foi, le mouvement révolutionnaire deviendra aussi froid que des cendres éteintes. Nous perdrons tout soutien et nous serons arrêtés tôt ou tard. Nous mourrons lentement, isolés dans les prisons et les bagnes. Mieux vaut mourir maintenant et laisser l'exemple du sacrifice et de la lutte aux générations suivantes. Si nous échouons, au moins nous serons devenus des hommes⁵⁸. » Le soulèvement général est fixé au 9 février. C'est le coup de tonnerre de Yen Bay : dans la nuit du 9 au 10, deux cents tirailleurs de la garnison de la forteresse qui commande le fleuve Rouge, appuyés par une soixantaine d'insurgés de l'extérieur, assassinent cinq officiers et sous-officiers français et s'emparent des installations. Mais l'émissaire des insurgés est arrêté à Hanoi et l'insurrection prévue à Bac Ninh avorte. Quelques attentats ont lieu en divers endroits ; à Hanoi des militants à bicyclette lancent des bombes dans la soirée du 10 février. Le soulèvement du VNQZD est écrasé en quinze jours, ses chefs, ses militants sont arrêtés en masse. La terreur s'abat sur le Nord. La Commission criminelle du Tonkin juge 1 086 accusés, 80 sont condamnés à mort, 594 à de lourdes peines de prison. Nguyen Thai Hoc, capturé le 21 février, monte sur l'échafaud à Yen Bay le 17 juin 1930, avec douze de ses camarades, au cri de : « *Viet Nam van tuê ! Viet Nam van tuê !* », « Que vive le Vietnam ! Que vive le Viet Nam ! »

Manifestations et soulèvements populaires : les « Soviets » du Nghê Tinh

Mais alors commence, inattendue, la deuxième phase, sociale et populaire, de la crise insurrectionnelle, là où la déstabilisation du fragile revenu paysan et ouvrier se conjugue avec l'implantation d'un encadrement communiste, souvent issu de l'élite lettrée, suffisant pour disputer le pouvoir aux notables ruraux⁵⁹. Les militants du jeune Parti communiste mettent en grève les ouvriers le jour du Tet, le 4 février 1930, dans l'immense plantation du Phu Rieng, « Phu Rieng la Rouge », que ses trois mille coolies contrôlent pendant trois jours, en mars à la Cotonnière de

Nam Dinh (quatre mille ouvriers), puis en avril dans les scieries, à l'usine d'allumettes et aux ateliers ferroviaires de la petite agglomération industrielle de Vinh-Ben Thuy-Truong Thi où vivent plus de trois mille ouvriers. C'est le début, au Quang Ngai, au Nord-Annam, en Cochinchine, d'un vaste mouvement de grèves ouvrières dans presque tous les centres industriels, et de manifestations paysannes. Il franchit un seuil le 1^{er} mai 1930, en particulier à Vinh, où tombent les premiers morts sous les balles de la garde indigène. Distribution de tracts, meetings et cortèges nocturnes, affiches, banderoles et drapeaux rouges placés dans les arbres, marches sur les centres administratifs se succèdent pendant tout l'été 1930. En Cochinchine, où l'on dénombre quelque cent vingt-cinq manifestations paysannes en 1930-1931 dans treize provinces sur vingt et une, des milliers de travailleurs font grève dans l'agglomération Saigon-Cholon, des dizaines de milliers de paysans manifestent entre mai et octobre 1930 ; au-delà, les manifestations diminuent en nombre et en intensité. Au Quang Ngai, les manifestations partent des districts de la canne à sucre, le 8 octobre la préfecture de Duc Pho est saccagée. L'agitation gagne toute la plaine côtière, des *tu ve* (milices d'autodéfense) se constituent, les notables sont jugés, battus, et de sanglantes collisions ont lieu avec la garde indigène et la Légion étrangère jusqu'au printemps 1931⁶⁰.

C'est dans les campagnes du Nghê An et du Ha Tinh que s'enclenche la troisième phase, celle des *Xo Viet* (soviets) ruraux. Après les bonnes récoltes de 1928 et du cinquième mois de 1929, la situation alimentaire se tend brusquement par suite de la sécheresse et des récoltes déficitaires du dixième mois de 1929. La disette va mobiliser paysans et ouvriers dans les deux provinces. Malgré la répression des actions ouvrières d'avril 1930 à Vinh, les marches paysannes sur les centres administratifs n'y ont pas cessé, à l'initiative des militants communistes qui ont recentré leur action sur le village. Peut-être au nombre de mille trois cents, généralement issus de l'ancien Tan Viet, ils sont bien implantés dans les deux provinces. On attaque les centres administratifs, on brûle les registres d'inscrits, on libère les prisonniers, on détruit les débits d'alcool de la Régie. C'est une immense vague paysanne qui déferle avec ses revendications propres contre la fiscalité coloniale, contre la corruption et les exactions des mandarins et des notables, contre l'exploitation des propriétaires fonciers. À l'été 1930 apparaissent les *tu ve*, le tissu administratif se désagrège, les notables s'enfuient vers les villes, un vide politique s'ouvre dans les campagnes. Le 12 septembre, sans qu'il y ait eu, semble-t-il, de décision centrale d'un Parti communiste encore en période d'organisation, les dirigeants du Comité régional de l'Annam, Lê Mao, Nguyen Duc Canh, Nguyen Phong Sac, mettent sur pied des soviets dans les districts de Nam Dan et de Thanh Chuong où l'administration a disparu, à l'exemple des soviets de la République soviétique chinoise du Jiangxi. Une fois les conseils de notables renversés, les impôts et les dettes sont abolis, les rizières communales accaparées par les riches sont récupérées et réparties entre les pauvres, les fermages sont réduits, les cérémonies

rituelles interdites, des classes de *quôc ngu* créées. La puissance du mouvement est telle que les mises en garde du Comité central, qui s'est installé à Saigon, n'y feront rien. Dans une atmosphère d'exaltation se déroulent au Nghê Tinh d'innombrables meetings villageois. Des unions paysannes rouges et des milices armées s'improvisent. Entre septembre et décembre 1930, peut-être dix-sept soviets ont été établis au Nghê An et quatorze autres au Ha Tinh en janvier-février 1931⁶¹.

La direction du Parti communiste a été surprise par l'ampleur du mouvement : une centaine de grèves, plus de quatre cents manifestations paysannes en 1930. Mais le Komintern fait des « bases soviétiques » sur le modèle chinois une stratégie valable pour tout l'Extrême-Orient continental et il est vraisemblable que les communistes vietnamiens ont raisonné dans cette perspective. Réuni à Hong Kong en octobre 1930, le premier plénum du Comité central radicalise l'action. Il rejette le nationalisme latent des thèses de février, celles de Nguyen Ai Quoc, et préconise la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan selon le schéma stalinien dans le cadre d'une révolution « bourgeoise-démocratique » à direction « prolétarienne », simultanément anti-impérialiste et antiféodale, ce qui sera en fait la stratégie du parti jusqu'en 1975. La nouvelle dénomination de Dong Zuong Cong San Dang (Parti communiste indochinois), qui écarte la référence vietnamienne et adopte l'horizon indochinois pour la révolution à venir, sanctionne cette mise en conformité du communisme vietnamien avec l'orientation « classe contre classe » du Komintern, lequel peut dès lors reconnaître le PCI comme section de plein droit le 11 avril 1931. La priorité doit être donnée au renforcement du rôle des ouvriers dans les rangs du parti et dans sa direction dans le but de réduire la prédominance écrasante qu'y conservent intellectuels et paysans. Dans une démarche typiquement stalinienne, le Comité central maintient au début de 1931, alors que la répression bat son plein, que le flux révolutionnaire continue à monter en Indochine, analyse qu'il réaffirmera encore en mars 1931, à la veille de sa propre capture... Manifestement le parti a encadré la vague paysanne plus qu'il ne l'a effectivement dirigée et il se révèle incapable d'organiser la retraite des mouvements populaires.

Réprimer et punir

Ceux-ci affrontent depuis septembre 1930 la contre-offensive sans défaillance du pouvoir colonial. Au Nghê Tinh, la Légion étrangère et des bataillons tho du Tonkin viennent renforcer les unités de la garde indigène. L'aviation mitraille les manifestations paysannes, les districts où ont été proclamés les soviets sont occupés militairement, quadrillés par un réseau de nouveaux postes. Villages « rouges » brûlés, suspects et prisonniers fusillés : l'épuration des campagnes est implacable.

En fait, le mouvement paysan a déjà faibli en janvier-février 1931, il connaît encore une brusque recrudescence jusqu'en mai, mais cette fois la violence se généralise. Après deux récoltes successives encore perdues

(celle du dixième mois de 1930, celle du cinquième mois de 1931), la famine menace puis éclate au Nord-Annam. Les cadres communistes locaux lancent des « luttes pour le riz », on confisque le paddy des paysans aisés, les vols de riz entre villages et les violences se multiplient – on recensera officiellement cent trente meurtres –, le mouvement dérape, prend la tournure d'émeutes de la faim, s'isole. Dans la première quinzaine de mai, les autorités appliquent le plan dit « de résistance et de combat » qui fait une large place aux notables ruraux inquiets de la généralisation des violences. La campagne de soutien au Nghê Tinh a fait rebondir l'action paysanne et ouvrière en Cochinchine de février à mai 1931, mais sans qu'elle ait retrouvé son dynamisme initial. En juillet, l'insurrection du Nord-Annam est vaincue. Des milliers de suspects emplissent les prisons. Au seul Nghê Tinh peut-être 3 000 paysans (1 252 officiellement) ont été tués par les forces du protectorat, il y a eu 3 000 à 4 000 arrestations, près de 3 000 condamnations. Au total, il y a eu au moins 9 000 à 10 000 incarcérations plus ou moins longues, plusieurs milliers de morts, des milliers de condamnations. Entre-temps, l'appareil clandestin du PCI a été démantelé par la Sûreté, qui est parvenue à capturer tout le Comité central, en avril 1931 à Saigon, ainsi que la quasi-totalité des membres des comités régionaux, peu de temps avant que la police anglaise n'arrête Nguyen Ai Quoc à Hong Kong le 6 juin 1931. Après l'arrestation le 15 juin par la police chinoise de Shanghai de Y. Rudnik (*alias* Noulens), responsable du Bureau d'Extrême-Orient du Komintern, les antennes clandestines de l'Internationale à Shanghai et Singapour sont démantelées⁶². Les diverses tentatives de reconstruction de l'appareil clandestin du PCI par les militants de retour de Moscou vont échouer tout au long de 1932.

Pour le Vietnam, les années 1931 et 1932 sont celles de la première grande répression de masse du XX^e siècle, mais aussi celles de la première expérience de prise en main par le PCI des couches ouvrières et de la paysannerie et, fait non moins décisif, de l'échec irrémédiable du nationalisme en tant que mouvement politique organisé. Ses courants conservateurs, le *Nam Phong*, la plupart des constitutionnalistes, en dénonçant dès février 1930 Yen Bay et les soulèvements populaires, se sont condamnés à n'être plus que les clients politiques d'un pouvoir colonial par ailleurs méfiant à leur égard. Entre eux et la jeunesse, il y a désormais le sang versé. La tentative de définir le nationalisme dans les termes d'un confucianisme rénové est forclosée. Quant aux nationalistes révolutionnaires qui ont réussi à se réfugier en Chine, ils ne parviennent plus à reprendre pied en Indochine au-delà de février 1930. Au Vietnam, Yen Bay a été le tragique chant du cygne d'un nationalisme classique historiquement vaincu. Cet échec explique que le communisme ait connu une aussi fulgurante avancée en 1930-1931 beaucoup de jeunes sympathisants ou militants du VNQZD, tels que Pham Toan Tai, l'un de ses fondateurs, ou Tran Huy Lieu, responsable de sa section du Sud, sont entrés ou vont entrer dans le parti qui se révèle seul en mesure de continuer la lutte. Ce qui ne signifie pas la fin de la culture politique nationaliste, mais son

immersion dans le mouvement communiste. Désormais, ce dernier est l'adversaire principal que la colonisation va devoir combattre. Pourtant, à la fin de 1932, le PCI a été mis hors jeu par la puissante Sûreté générale. Pour lui aussi, l'avenir semble nul.

Défaite d'une victoire : la crise de la colonisation (1932-1939)

« La crise de la colonisation partout est ouverte... », écrit en 1931 Albert Sarraut⁶³. Dans l'Empire français, sans doute nulle part plus qu'en terre vietnamienne. Crise globale, prolongée, dans laquelle il faut logiquement chercher les raisons et les enjeux fondamentaux de la future guerre d'Indochine. Le pouvoir colonial, qui en 1932 apparaissait comme victorieux de ses adversaires, va peu à peu perdre au cours des années suivantes l'initiative historique. Il ne pourra que retarder, en recourant à l'État de police, une autre épreuve de force désormais inéluctable. « Veiller, punir, réprimer » : cette formule du gouverneur général Pasquier⁶⁴ résume bien la pratique politique coloniale de la nouvelle décennie, au cours de laquelle la colonisation va vainement chercher une alternative à ses échecs.

Un repli sur l'Empire

Ce brutal rétrécissement de sa marge d'initiative renvoie à l'impossibilité de sa propre réforme, et, en dernière analyse, à l'évolution structurelle du capitalisme français durant la Grande Dépression. Pour ce dernier, l'Empire – et en premier lieu l'Indochine, la plus importante des colonies avec l'Algérie au point de vue économique – acquiert, alors que se ferment les marchés extérieurs, que les positions financières et commerciales françaises en Europe centrale se détériorent rapidement, la fonction de principal régulateur de l'écoulement de la production comme des placements de capitaux, en considérable reflux il est vrai, et, surtout, de garant de la survie des industries métropolitaines en perte de vitesse : textile, métallurgie, sucre, etc. Comme le suggèrent bien les travaux, en particulier ceux de Jacques Marseille⁶⁵, c'est un véritable « repli sur l'Empire » qui s'amorce, auquel la Conférence économique impériale de 1934-1935, puis la Conférence des gouverneurs généraux des colonies de novembre 1936 vont tenter de donner cohérence. La conception « autarchiste » d'une « économie impériale », appuyée par la puissante industrie cotonnière, par l'automobile, la métallurgie, l'emperte. Plus généralement, la pensée coloniale dominante s'ordonne autour du rejet absolu de toute idée décolonisatrice. Refus déterminé qu'exprime avec énergie Albert Sarraut lui-même en 1931 : « L'édifice européen repose désormais sur des pilotis coloniaux... je repousse de toutes mes forces pour l'Europe comme pour mon propre pays toutes les modalités de l'éviction de la tutelle occidentale sur les colonies... Nulle part, pas plus aux Indes qu'à Java, qu'en Indochine, qu'en Afrique,

l'indigène n'est capable dès maintenant d'assumer à lui seul la manœuvre des appareils de la civilisation moderne et d'en manipuler à son seul profit le mécanisme⁶⁶. » Dans cette perspective, la place de l'Indochine apparaît comme centrale⁶⁷. La sous-commission Indochine créée en 1930 au sein du Conseil supérieur des Colonies l'affirme catégoriquement : « La France n'abandonnera pas l'Indochine. Son intérêt et l'intérêt de l'Indochine elle-même l'exigent. L'Indochine est nécessaire à la France au point de vue politique comme au point de vue économique et les sacrifices que nos finances publiques s'y sont imposés comme les capitaux aujourd'hui considérables que nos entreprises y ont engagés lui créent des devoirs [...] »⁶⁸. » A l'inverse des tendances qui s'affirment dans la politique anglaise en Birmanie ou en Inde, il est moins que jamais question de modifier le statut de l'Indochine, ce qui impliquerait d'accepter d'envisager une décolonisation à terme.

Rénover la colonisation, industrialiser l'Indochine ?

Non qu'il y ait eu unanimité sur ce choix dans les milieux coloniaux, comme le montre le débat indochinois des années 1930-1938. Car plusieurs stratégies économiques différentes s'y sont affrontées. A la politique du *statu quo* politique et d'une simple modernisation des structures économiques coloniales dans le cadre d'une autarcie impériale – en somme un « néo-colonialisme » au sens historique de l'expression –, des hauts fonctionnaires comme Henri Brenier, ancien directeur du *Bulletin économique de l'Indochine*, Louis Mérat, directeur des Affaires économiques au ministère de la France d'outre-mer en 1936, l'ancien gouverneur de la Cochinchine Blanchard de la Brosse, Alexandre Varenne, des hommes d'affaires indochinois de premier plan comme Paul Bernard, polytechnicien et administrateur de la Société française financière et coloniale (SFFC), Edmond Giscard d'Estaing, président de la SFFC en 1937, ont opposé le projet déjà ancien de l'industrialisation des colonies. Ce projet se trouve reformulé avec force en une véritable stratégie de rechange pour la colonisation indochinoise dans les livres et les études de Paul Bernard⁶⁹. Il s'agit de modifier le mode d'accumulation du profit colonial en substituant l'exportation du capital dans la colonie à celle des marchandises métropolitaines, de faire de l'Indochine, devenue un second Japon, le relais financier et industriel du capitalisme français en Extrême-Orient, une « plate-forme » d'exportations vers l'Asie, la base arrière de l'équipement de la Chine nationaliste – c'est le pari d'Alexandre Varenne –, d'élargir le marché intérieur, de lutter par l'industrialisation contre la paupérisation croissante de la paysannerie vietnamienne, et, par des réformes politiques graduelles, de faire participer la bourgeoisie et les classes moyennes vietnamiennes au pouvoir politique.

Au Tonkin, pense Paul Bernard, il y a trois paysans en trop sur quatre, et, en Cochinchine, un sur deux. En 1948, prévoit-il, les programmes hydrauliques en cours ne permettront pas d'assurer aux huit millions

d'habitants du delta tonkinois, où la population progresse de 100 000 unités par an, le minimum familial de 3 000 kilos de paddy par an et il y aura, en conséquence, 2 400 000 paysans en excédent, que la transmigration envisagée par le gouvernement général à raison d'un maximum de 40 000 transplantés par an – en raison des dépenses à engager : 10 000 francs par famille avant la première récolte – ne pourra absorber. Seule une industrialisation massive peut y parvenir tout en rémunérant une nouvelle vague d'investissements français et en ouvrant de nouveaux marchés en Asie à l'industrie française. Perspective ouverte à des réformes politiques, qui n'exclut pas une éventuelle décolonisation « à froid » de l'Indochine comme la prônent parfois d'autres voix « modernistes », encore rares, dans les milieux d'affaires, sans toutefois aller jusqu'à l'envisager concrètement. Elle débouchera à Vichy sur la préparation dans le cadre du Groupement des professions industrielles coloniales (1941) d'un programme cohérent d'industrialisation, qui sera le prototype du Plan de modernisation et d'équipement de l'Indochine de 1947, et sur la création en novembre 1942 par les milieux d'affaires métropolitains d'une Société d'études pour le développement industriel de l'Indochine présidée par Paul Bernard.

Parallèlement au débat sur l'industrialisation de l'Indochine, s'amorce aussi en 1938 dans les milieux coloniaux un réexamen, dans le contexte de la poussée japonaise en Asie, des structures hybrides de l'Union indochinoise. Le concept de Fédération indochinoise, indissociable de celui d'industrialisation, qui va progressivement fonder la politique française en Indochine de 1940 à 1948, est nettement esquissé par Varenne en 1938⁷⁰. Négation de l'idée de décolonisation, laquelle suppose l'acceptation de principe de l'indépendance des colonies, il consiste à dépasser la distinction entre les protectorats et la colonie de Cochinchine par la création de cinq pouvoirs territoriaux associant les élites dominantes autochtones à la gestion locale sous le contrôle d'un gouvernement fédéral fortement organisé et directement rattaché à la présidence du Conseil. « Il faut, écrit A. Varenne, faire une politique qui leur donne conscience de l'importance de leur race et de leur pays, qui leur laisse apercevoir certaines politiques d'avenir, il faut enfin [qu'elles] aient l'impression que la protection de la France les conduit à une formation politique nouvelle... celle d'une grande fédération indochinoise dans laquelle les Annamites joueraient un rôle important puisqu'ils sont la race dominante, qui créerait entre la métropole et la colonie des liens juridiques d'un autre sens mais qui, loin de séparer l'Indochine de la France, les garderait unies pour toujours⁷¹. » Or, ces deux options, anticipatrices, l'une des stratégies de développement d'aujourd'hui, l'autre de la future Union française, n'ont pas été retenues. Pour la plupart des milieux politiques métropolitains, le problème colonial, que les soulèvements indochinois de 1930 avaient placé un moment au cœur de l'actualité, se réduit après 1932 à accélérer la mise en valeur de l'Empire et tout au plus à en moderniser les structures économiques et sociales. En effet, l'industrialisation de l'Indochine aurait pour conséquence d'ajouter aux effets

déstabilisateurs de la crise agraire ceux de la prolétarianisation de masse et, de plus, irait à l'encontre des intérêts de l'industrie métropolitaine. L'Empire est pensé, implicitement ou non, comme vital pour le statut de grande puissance de la France. Ainsi la SFIO, qui avait défendu l'octroi du *self-government* à l'Annam en prélude à son émancipation politique graduelle, lors du grand débat à la Chambre du 6 au 27 juin 1930 sur les événements d'Indochine⁷², adopte au-delà de 1932 la politique du silence en ce qui concerne le statut de l'Indochine, se contentant de participer aux campagnes contre la répression. Dans le programme du Front populaire, les colonies n'ont qu'une place insignifiante. Seules sont prévues l'amnistie aux prisonniers politiques de l'Empire et la réunion d'une commission d'enquête sur les colonies, à l'image des grandes enquêtes britanniques sur l'Inde ou la Birmanie.

Cette stratégie du « repli sur l'Empire » a pour première conséquence l'échec définitif des nationalistes vietnamiens. Dépourvus des moyens de renverser par la force le puissant appareil militaire et politique français en Indochine – il faudra attendre pour cela que le Japon s'en charge en 1945 –, ils sont tout autant dans l'incapacité de le contraindre à un compromis politique à l'indienne⁷³. Il leur faudrait en effet mobiliser politiquement les masses populaires, ce que la bourgeoisie vietnamienne n'ose faire par crainte d'être débordée par le mouvement communiste. Il faudrait, en outre, que s'engage en métropole une mutation des structures du capitalisme français et du rapport de ses différentes composantes qui soit compatible avec l'indépendance des colonies.

Vers un réformisme conservateur

Ce dernier est en fait l'option choisie après 1929 – décisive historiquement en ce qu'elle a fortement contribué à faire le lit d'une situation révolutionnaire – tant à Paris que sur place par le groupe des hauts fonctionnaires qui, après avoir entouré Sarraut de 1911 à 1919, dirigent l'Indochine depuis 1928 et sont bien décidés à ne rien céder sous la pression, sûrs d'y réussir : P. Pasquier, gouverneur général de 1928 à 1934, R. Robin, son successeur, L. Marty et G. Grandjean, son remplaçant aux Affaires politique, etc.

La tentative de « rénovation » de la monarchie vietnamienne en 1933 représente, à cet égard, un test révélateur. Réclamée par Pham Quynh dans *France-Indochine* en juin 1930, sa transformation en un régime semi-constitutionnel (création d'un ministère responsable devant l'empereur, d'une chambre unique pour l'Annam et le Tonkin, élue au suffrage restreint et disposant de l'initiative législative, et d'une mission permanente de l'Annam à Paris) réinvesti des responsabilités administratives réelles ne semble pas impossible après le voyage en Indochine de Paul Reynaud, alors ministre des Colonies du gouvernement Tardieu, en 1931, et après le retour à Hué du prince héritier Vinh Thuy le 8 septembre 1932.

La haute administration indochinoise et son chef Pierre Pasquier sont conscients de la crise de la légitimité politique et de la force du nationalisme vietnamien, ils ne refusent pas l'idée de transformer – à pas très mesurés – la monarchie des Nguyen en une monarchie nationale modernisée et dotée d'une certaine initiative politique, première version de ce que seront les États Associés après 1947. « Remplir nos engagements, écrit P. Pasquier le 14 avril 1931, sera la manière la plus légitime de satisfaire les aspirations de la nation annamite, de l'aider à prendre conscience de sa personnalité. L'adaptation moderne de la souveraineté intérieure de l'Annam... Tel doit être le but de la réorganisation... Sa poursuite implique une rénovation du système administratif indigène... Le chef de l'État, même aux yeux des Annamites modernes, doit demeurer l'être privilégié qui perpétue le culte ancestral, personnifie l'âme collective et agit comme le père et la mère de ses sujets... Le jeune souverain sera le premier monarque moderne de l'Annam... Choissant lui-même ses ministres, organisant une administration rénovée, il nous aidera à appliquer intégralement le régime du protectorat. Un nouvel Annam... brillera au milieu du groupe indochinois dont la constitution finale sera celle d'une association d'États sous la suzeraineté française⁷⁴ ! » Programme d'une simple rénovation conservatrice de la monarchie ainsi que du protectorat qu'il n'était pas question de dépasser dans la course de vitesse engagée avec le communisme national.

Intronisé sous le nom de règne de Bao Dai, le nouveau souverain, doué mais velléitaire, obtient le 10 septembre 1932 l'abolition de la convention de 1925 et promet dans sa première ordonnance des réformes. En 1932, la Chambre des représentants de l'Annam, à l'initiative de Huynh Thuc Khang, réclame une Constitution. Dès lors se livre à la cour de Huê une lutte sourde entre les hommes que le gouverneur général Pasquier a placés auprès de l'empereur, Pham Quynh, promu directeur du cabinet impérial et ministre de l'Éducation en 1932, Nguyen Dê, secrétaire particulier de l'empereur, d'une part et les réformateurs les plus décidés de l'autre. Ces derniers semblent marquer des points en mai 1933, lorsque Bao Dai choisit de jeunes ministres, en particulier le catholique Ngo Dinh Ziem, ancien gouverneur du Binh Dinh, nommé ministre de l'Intérieur et secrétaire d'une « commission des réformes ». Or les initiatives de ces derniers vont échouer, semble-t-il, sous les pressions du protectorat et grâce à l'abstention des néo-traditionalistes, Pham Quynh en particulier, et aux capitulations de Bao Dai. Le 17 juillet 1933, Ngo Dinh Ziem est révoqué, Pham Quynh devient Premier ministre, mais son projet – « concilier le nationalisme indigène et l'impérialisme français⁷⁵ » en faisant bénéficier la monarchie du statut d'un *self-government* – voit ses chances compromises dans la mesure où le gouvernement général prend en compte essentiellement ses dimensions conservatrices. Impossible conciliation entre réforme politique et perpétuation d'une royauté prémoderne instrumentalisée. L'enseignement de la morale confucéenne est encouragé de même qu'est réhabilité celui des idéogrammes. « Ne détruisons rien du vieil édifice asiatique et conservons le jardin intact comme nous l'avons

trouvé... », avait dit P. Pasquier. Néo-confucianisme qui évoque la « restauration » confucéenne que Chiang Kai-shek tente au même moment en Chine, et qui va tenir lieu de réarmement moral pour le pouvoir français et ses alliés vietnamiens du mandarinat et des grands propriétaires du Sud. Dans la perspective d'une réforme conservatrice du système colonial, les autorités coloniales s'efforcent de reconstruire les conseils de notables, de combler la faille ouverte en 1930 entre eux et la paysannerie, de lutter contre l'accaparement des terres communales. Perspective immobiliste, dont le gouverneur de la Cochinchine donne en 1935 une définition lapidaire : « Il y a des moments dans la vie des peuples où le progrès consiste à revenir en arrière [...] ⁷⁶. »

Or ce raidissement conservateur s'accomplit dans un contexte de difficultés économiques grandissantes, dont les répercussions sur la capacité d'initiatives socio-économiques du gouvernement général vont être désastreuses. Atteints de plein fouet par la crise, les budgets deviennent déficitaires : alors qu'il est impératif de soutenir les entreprises coloniales, il se révèle impossible de maintenir le produit de l'impôt. De 1931 à 1935, le budget général diminue de 52 %. Où trouver les moyens de financer ce qui est à long terme l'objectif des responsables français : moderniser l'économie coloniale de manière à accroître les échanges franco-indochinois ? Comment financer simultanément l'énorme effort hydraulique et agricole par lequel, on l'a vu, les autorités coloniales entendent faire face au sous-développement rural, « au paupérisme rural », selon les termes du gouverneur général Robin en 1931 ⁷⁷ ? Question cruciale : « L'intervention conjuguée du pouvoir colonial et du gouvernement annamite peut-elle, se demande-t-il, par une série de réformes bien conduites, éteindre la virulence du nationalisme, équilibrer l'état social en faisant disparaître le paupérisme, ramener à l'autorité légale la confiance du peuple ? » Sur la stratégie de développement rural choisie par l'administration coloniale pèse par ces temps de crise économique l'hypothèque de son coût.

L'orientation adoptée par les responsables de la colonisation indochinoise au lendemain des troubles de 1929-1931 – refus de changer le statut de l'Indochine, clé de voûte de l'Empire (comment résister aux nationalismes du Maghreb si l'on négocie avec ceux d'Indochine ?), répression opiniâtre des oppositions révolutionnaires, reconquête des campagnes par une politique d'intensification agricole – est donc cohérente. Mais elle suppose que puisse se maintenir durablement dans la société vietnamienne la passivité politique.

Reconstruire le mouvement communiste

C'est précisément cette stratégie à long terme des colonisateurs qui va donner sa chance au mouvement communiste vietnamien. Ce dernier se révèle, en effet, capable de remplir le vide politique, et d'abord de survivre à l'écrasante défaite qu'à peine construit il avait subie ⁷⁸. Le soutien de l'Internationale communiste a été un facteur déterminant de cette survie.

Elle renvoie en Indochine les cadres vietnamiens formés à Moscou, plus d'une vingtaine, de 1930 à 1935. Certes, nombre d'entre eux sont appréhendés, mais les autres mettent en place au printemps de 1932 un comité provisoire pour le Sud, dont un « retour d'URSS », Tran Van Giau, va prendre la direction pour une douzaine d'années, et, en juin 1933, un « Bureau dirigeant à l'extérieur », confié à Lê Hong Phong et installé à la frontière chinoise. En France, le PCF a engagé depuis 1930 une campagne permanente contre la répression en Indochine qui débouche sur la création, le 9 mars 1933, du Comité d'amnistie aux Indochinois qu'animent Francis Jourdain, Romain Rolland, Henri Barbusse, et sur l'envoi en Indochine de plusieurs délégations, en particulier celles que conduisent Paul Vaillant-Couturier en avril 1933, puis Gabriel Péri en février 1934.

Les premiers résultats de cette reconstruction du PCI ont été limités. L'activité illégale, si elle reprend sporadiquement, essentiellement en Cochinchine, reste très difficile : grèves ponctuelles, tracts furtivement lancés dans les rues, drapeaux rouges arborés la nuit sur les chemins ruraux. Cependant, le communisme s'organise dans les bagnes et les prisons, véritables universités rouges où se diffuse une culture révolutionnaire très vivantes, nourrie des textes du Komintern et du PCF, où le parti recrute de nouveaux adhérents parmi les anciens nationalistes et où il acquiert une homogénéité idéologique à toute épreuve. « Loin d'amender les condamnés politiques, déplore la Sûreté en 1933, la détention semble exalter leur esprit révolutionnaire et chacun met à profit le temps qu'il passe en prison soit pour parfaire sa propre instruction, soit pour éduquer les autres détenus, y compris les condamnés de droit commun. Tous ont la ferme volonté de reprendre l'agitation aussitôt après leur libération [...] ⁷⁹. » De 1930 à 1945, d'innombrables solidarités vont s'y tisser, voire de véritables filières de dirigeants du futur Vietnam : on pourrait parler d'un groupe de Poulou Condore (Lê Zuan, Pham Van Dong, Bui Cong Trung), d'un groupe de Son La (Lê Duc Tho, Van Tien Zung), d'un groupe de Ba To (Tran Van Tra, Pham Kiet), etc.

« *La Lutte* »

La grande innovation des révolutionnaires est l'ouverture en Cochinchine par le mouvement communiste, au sens large du terme, d'un nouveau front politique, celui de l'action légale. Initiative imprévue qui va prendre de court le régime colonial et qui aboutit à ce paradoxe : illégal, traqué, sous les chaînes, le communisme parvient à mener publiquement son action à Saigon. A vrai dire, l'initiative du passage à l'action légale appartient à un petit groupe d'intellectuels du Sud venus du nationalisme activiste des années 1923-1926, dont les plus nombreux ont adhéré au trotskisme en France, vers 1928-1929, sur la base d'une critique radicale du nationalisme et des liens idéologiques qu'à leurs yeux le communisme stalinien conservait avec lui. Refoulés en Indochine en mai 1930, enseignants dans les établissements privés de Saigon, ils ont organisé dans le Sud plusieurs groupes trotskistes clandestins au printemps de

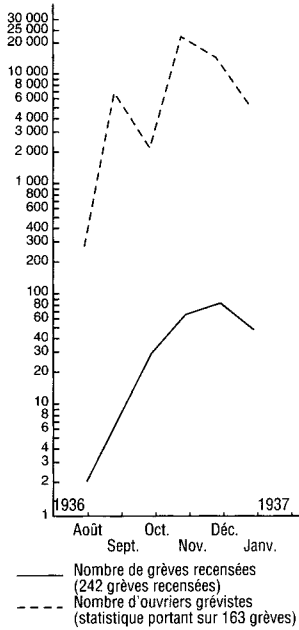
1931, qui ont été décimés par la Sûreté en août 1932. A l'initiative de Nguyen An Ninh leur aîné et leur ancien maître à penser, un front unique pour l'action ouvrière légale se conclut entre ces brillants intellectuels, Ta Thu Thau (1906-1945), Huynh Van Phuong (1906-1970), Ho Huu Tuong (1910-1980), Tran Van Thach (1903-1945), Phan Van Hum (1902-1945), et les restes du PCI, en la personne de deux « retour de France », Nguyen Van Tao (1908-1972), et Zuong Bach Mai (1904-1965). Ainsi naissent à Saigon, le 24 avril 1933, l'hebdomadaire « ouvrier » de langue française *La Lutte* et le groupe du même nom. Ils acquièrent très vite un ascendant considérable que consacre l'élection de deux membres du groupe au conseil municipal de Saigon le 7 mai 1933 et à nouveau de quatre d'entre eux le 12 mai 1935. Remarquablement informés, les « Lutteurs » mènent une campagne ininterrompue contre la répression, dénoncent la misère ouvrière et paysanne, les exactions de l'administration et des notables, revendiquent la démocratie politique et syndicale. Ils parviennent peu à peu à retourner à leur profit l'opinion vietnamienne du Sud, mais aussi à imposer un nouveau style d'action révolutionnaire. Celle-ci s'identifiait jusqu'alors au combat clandestin, proche de l'activité des sociétés secrètes. Elle prend aussi désormais l'allure d'une lutte politique à découvert sur le modèle des grands partis communistes européens. En 1935, grâce à l'action du groupe, les travailleurs de Saigon-Cholon sont en mesure de relancer l'action syndicale, les bagnards de Poulo Condore de mener de dures grèves de la faim. En dépit des opérations répétées d'une Sûreté toujours à l'affût, la réorganisation des cellules communistes clandestines a repris, essentiellement en Cochinchine, et le PCI est en état de tenir son premier congrès régulier à Macao (27-31 mars 1935), qui maintient la ligne de gauche – alors que le Komintern a déjà pris le tournant de la stratégie de front populaire –, ce que confirme la mise à l'écart de Nguyen Ai Quoc, retourné à Moscou, et désigne un nouveau secrétaire général, le « retour d'URSS » Lê Hong Phong.

Fortifié au feu de l'expérience de 1930, épaulé par l'Internationale, le communisme apparaît bien, en pleine phase de répression, comme un démenti à la sombre perspective darwinienne des nationalistes d'antan, comme une alternative à la « perte du Vietnam ». Pour la première fois de son histoire, la Sûreté n'a pu détruire l'adversaire. La notion de « classe » est centrale dans cette période de l'histoire du mouvement, elle enracine de manière indestructible tout un projet de société future dans la conscience communiste. La mutation de l'intelligentsia s'achève : à l'intellectuel radical succède l'intellectuel militant, organisateur professionnel des masses, futur « cadre » (*can bo*) de la révolution.

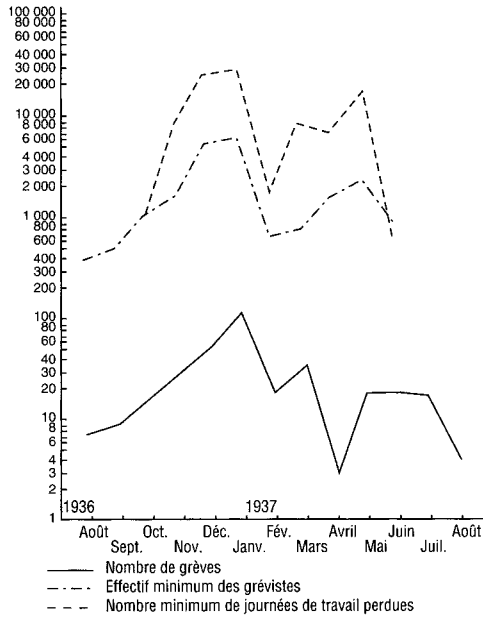
Le Front populaire : l'Indochine à l'heure de l'espoir...

Avec l'avènement du Front populaire en France, un point de non-retour est franchi en Indochine. C'est l'ensemble du peuple des villes et une fraction importante de la paysannerie qui se lèvent pacifiquement contre un pouvoir colonial isolé et historiquement sur la défensive. La

Graphique 1.
Le mouvement gréviste
en Indochine
du 15 août 1936
au 15 janvier 1937



Graphique 2.
Le mouvement gréviste
dans le Sud
en 1936-1937



Source : D. HÉMERY, *Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial*, op. cit., p. 345.

formation du gouvernement de Léon Blum, dans lequel le socialiste Marius Moutet est ministre de la France d'outre-mer, le « Juin 36 » français ont suscité au Vietnam une immense espérance, non pas celle d'une rupture violente et soudaine du rapport colonial, mais celle du transfert en Indochine de la démocratie politique et de la législation sociale françaises. L'amnistie du 27 août, qui libère la majorité des prisonniers politiques, semble la valider. Deux grands mouvements collectifs se succèdent en 1936-1937. En premier lieu, le mouvement pour la réunion d'un « Congrès indochinois », lancé par *La Lutte* le 27 mai 1936, avec l'appui du PCI clandestin qui a fait sienne, en juillet 1936, la politique de « front populaire anti-impérialiste » du Komintern et donc d'alliance avec le nationalisme de droite et avec la gauche française, avec celui des trotskistes et, aussi, d'une partie des constitutionnalistes. Il s'agit de préparer des cahiers de vœux en prévision de la venue de la commission d'enquête sur les colonies annoncée dans le programme du Front populaire. A cet effet, le groupe « La Lutte » met sur pied, avec l'aide des militants clandestins et des anciens détenus politiques, près de six cents comités d'action en Cochinchine. Si la campagne pour le Congrès, facilement entravée par l'administration des protectorats, échoue au Tonkin et

en Annam, au Sud, l'agitation est intense en Cochinchine dans la seconde moitié de 1936. Inquiet du changement qui s'opère dans les esprits, du désarroi des notables ruraux, le gouvernement général obtient de Marius Moutet l'interdiction du Congrès le 9 septembre 1936.

A ce moment, la confrontation entre le régime colonial et la société vietnamienne a déjà changé de terrain. A la veille du Front populaire, la condition ouvrière est devenue économiquement intolérable : la reprise économique entraîne la flambée des prix au troisième trimestre 1936 alors que les travailleurs ont subi six années durant de dures réductions de salaires. Une vague de grèves ouvrières, la plus importante de l'histoire du Vietnam, écho lointain des grèves françaises de juin 1936, secoue l'Indochine. C'est la quasi-totalité du salariat vietnamien et chinois qui se mobilise entre le début d'août 1936 et mars 1937, puisqu'une statistique partielle recense quelque 298 grèves pour peut-être 500 000 à 1 000 000 de travailleurs plus ou moins stables⁸⁰. Le mouvement est particulièrement intense au Sud : au moins 347 grèves s'y déroulent de juin 1936 à août 1937, entraînant la perte de plus de 100 000 journées de travail (voir graphique 2). Les grèves ont trois caractéristiques. Elles paralysent aussi bien les microentreprises des métiers traditionnels, comme les scieries, les poteries de Cochinchine, que les grandes entreprises industrielles comme l'Arsenal de la Marine de Saigon, la Compagnie française des tramways, les plantations d'hévéas, les charbonnages de Hon Gai et de Dong Trieu – la grève y dure plus d'un mois, du 3 novembre 1936 au début de décembre – ou la grande filature de Nam Dinh. Elles sont pacifiques : les ouvriers, les coolies rédigent des cahiers de revendications, élisent des délégués chargés de négocier avec les patrons, reprennent le travail une fois leurs revendications plus ou moins entendues. Visiblement, le modèle de la grève européenne a été assimilé. Seule l'obstination du patronat colonial et, plus encore, du petit et moyen patronat chinois et vietnamien a prolongé les conflits, au point que ceux-ci atteignent les dimensions d'une grève générale de fait. Enfin, les grèves ouvrières ont eu un vaste écho dans les campagnes, celles du Sud surtout. La protestation paysanne contre l'impôt, contre les taxes sur la culture du tabac, contre l'accaparement de la terre par les latifundiaires, pour l'augmentation des salaires des journaliers agricoles, a repris en nombre de régions. Grèves de moissonneurs, arrachage des plants de tabac, occupation de terres, contestation de l'autorité des notables y minent l'ordre rural.

D'abord prise au dépourvu, l'administration coloniale a très vite pris la mesure du mouvement social sous la pression de Marius Moutet. Celui-ci a imposé au gouvernement général, qu'il vient de confier à Jules Brévié, ancien gouverneur général de l'AOF – et futur ministre de Vichy –, réputé « libéral », en tout cas sensible à la dimension sociale du problème colonial, une tactique d'arbitrage, de confrontation non violente avec le mouvement ouvrier vietnamien. Marius Moutet et ses conseillers sont conscients de la crise sociale, qui, plus qu'en aucun autre territoire de l'Empire, couve dans l'Indochine vietnamienne, ils

redoutent l'apparition de famines locales ou régionales et d'un nouveau 1930, ils sont acquis à la nécessité d'un rattrapage des revenus paysans et ouvriers, d'une véritable politique sociale, seule susceptible, pensent-ils, d'enrayer la montée d'un communisme de type chinois. Dans la crise gréviste, les autorités ont plutôt pesé en faveur d'un compromis, fait pression sur le patronat indochinois pour que les principales revendications ouvrières soient au moins partiellement satisfaites. Les grévistes ont donc remporté un relatif succès, essentiellement une augmentation des salaires de 7 % à 15 %. Par ailleurs, Marius Moutet signe le décret du 30 décembre 1936, qui équivaut à un véritable code du travail libre, et fait promulguer en Indochine une partie des lois sociales de 1936.

Le Congrès indochinois et la levée ouvrière, le soutien que leur ont apporté les classes moyennes et les intellectuels ont eu des conséquences considérables. L'initiative historique passe définitivement du côté du communisme, tous courants confondus. C'est l'ensemble du mouvement national qui se trouve pour longtemps aligné à gauche. Le communisme légal est à son apogée. A Saigon, le groupe « La Lutte », qui a soutenu les grèves, recueilli sur elles et diffusé une information de premier ordre, acquiert au début de 1937 une autorité politique qui en fait le modèle d'une stratégie politique extensible à toute l'Indochine. Deux autres groupes légaux ont vu le jour : celui du *Nhanh Lua* (« L'épi de riz ») à Huê en octobre 1936, animé par l'écrivain communiste Nguyen Khoa Van, et celui du « Travail » à Hanoi en septembre 1936, organisé autour du journal du même nom par un groupe de jeunes intellectuels communistes ou trotskistes, parmi lesquels Vo Nguyen Giap et le futur Truong Chinh. Les organisations clandestines ont recruté massivement dans les comités d'action du Congrès et les entreprises. Le PCI est le principal bénéficiaire de ce 1936 vietnamien. Il reconstitue son appareil clandestin régional et local dans une grande partie des provinces, multiplie ses cellules, les syndicats rouges et les unions paysannes. En 1937, seul parti à opérer à l'échelle nationale, il domine sans conteste l'opinion nationale au Tonkin et en Annam. Selon la police, il compte peut-être deux mille militants en 1939, répartis en cent cinquante cellule⁸¹. Au Sud, les forces politiques sont plus diverses. Les trotskistes, qui y avaient créé une petite organisation clandestine en juillet 1935, sont parvenus à lui donner plus de consistance. Ils animent plusieurs dizaines de syndicats dans l'agglomération de Saigon-Cholon au printemps de 1937. A cette date, il y a probablement en Indochine plusieurs centaines de syndicats qui agissent semi-légalement, la grève est devenue et sera jusqu'à la guerre un fait banal. Dès lors, se pose la question de la légalisation du syndicalisme et, par-delà, celle de l'établissement des droits démocratiques, ce qui contraindrait la colonisation à reconnaître un mouvement politique et social largement dominé par les divers courants communistes alliés à la gauche nationaliste. Nul extrémisme, d'ailleurs, chez ces derniers. L'Indochine vit à l'heure de l'espoir et de l'internationalisme. La libération de la « nuit coloniale » prendra-t-elle pour les Vietnamiens la voie d'une lutte sociale et politique ? Au début de 1937, la question est

virtuellement posée, alors que la campagne pour la réunion du Congrès indochinois reprend, que l'ancien ministre Justin Godart, nommé délégué au Travail pour les colonies, et le nouveau gouverneur général Jules Brévié sont accueillis en janvier 1937 à Saïgon et à Hanoi par d'impressionnantes foules, le poing levé, et que se préparent les grandes manifestations ouvrières du 1^{er} mai.

Les gouvernements du Front populaire vont opposer à la dynamique historique en cours dans les pays vietnamiens une résistance tenace. Pour Marius Moutet et les leaders de la SFIO, par ailleurs soumis à la pression des radicaux, l'heure n'est pas, alors que la guerre mondiale se profile à l'horizon, au changement politique dans les colonies, encore moins à l'industrialisation de l'Indochine. Ils ont opté pour l'industrie cotonnière... Il n'est question pour eux que de renforcer le rapport colonial par une rénovation des structures socio-économiques de l'Empire et, en Indochine, d'accélérer la politique de restauration des rapports agraires par la mise en œuvre d'un programme hydraulique d'urgence. Toute réforme du statut politique y est formellement exclue. Ce qui s'affirme avec le Front populaire, c'est la continuité de la politique « néo-coloniale » engagée après 1930. Renonçant *de facto* à son ancienne revendication des années 1930 du *self-government* pour l'Indochine, la SFIO, mise à part sa gauche pivertiste, est en train de régresser vers un « néo-colonialisme » teinté de réformisme social. Quant aux communistes français, ils mettent, en 1936-1937, une sourdine à leur anticolonialisme de principe. En conséquence, si le ministère tolère l'activité politique dans la colonie, il ne la légalise pas. Test décisif : le projet d'autorisation des syndicats étudié en mars 1937 ne verra jamais le jour, les syndicats resteront clandestins. Au même moment, la répression reprend à rythme réduit et débouche en juin 1937 sur une épreuve de force avec le communisme légal, avec « La Lutte », l'aile marchante des mouvements politiques et sociaux depuis quatre ans. Ta Thu Thau, Nguyen An Ninh et Nguyen Van Tao sont condamnés et emprisonnés le 20 juillet 1937. L'administration pousse ainsi à la rupture de l'unité des révolutionnaires qui durait depuis la grande répression de 1931. La grève générale des cheminots du Transindochinois du 3 juillet au 9 août est brisée, des centaines d'arrestations ont lieu. Le Front populaire n'aura été que l'ultime occasion manquée d'une décolonisation pacifique.

1936-1939 : le tournant ignoré de l'histoire vietnamienne

Il va en résulter la fermeture de la perspective historique qui avait paru s'ouvrir en 1936, celle d'une décolonisation graduelle, par accord entre la gauche française et un mouvement national vietnamien recentré à gauche. Symptôme de cette fermeture : la polémique qui se développe entre communistes et trotskistes à partir du printemps de 1937 sur la conduite à observer à l'égard du Front populaire et, plus généralement, sur le projet historique de « libération nationale ». Elle aboutit au début de juin 1937 à la rupture du front unique qui les associait depuis 1937 au

sein de « La Lutte ». Désormais, la guerre idéologique fait rage entre trotskiste et staliniens. Aux premiers, partisans d'un combat principalement politique sous la forme de luttes sociales et politiques débouchant sur la conquête de la démocratie et sur une révolution urbaine, le PCI, lui aussi sceptique sur la possibilité d'une décolonisation graduelle, mais contraint, de par son appartenance au Komintern, d'appliquer dans le malaise la stratégie de soutien au Front populaire français, oppose une voie qui se rapproche peu à peu de celle que met en œuvre le communisme maoïste en Chine : construction d'un front national sous hégémonie communiste, implantation du parti dans les masses paysannes autant qu'en ville, préservation patiente de ses forces, rassemblement des dynamismes divers du mouvement national dans un réseau d'organisations de masse animées et contrôlées par les communistes.

Ainsi s'affirme un vigoureux « communisme national », ce que consacre l'adoption de la ligne dite du « Front démocratique indo-chinois » mise en œuvre à partir de mars 1938, qui débouchera en 1941 sur la stratégie du Vietminh. La logique du parti national unique est en marche. Certes, ce changement se cherche au travers de difficiles débats. En 1938-1939, il conduit le PCI à se contenter d'objectifs limités (réformes sociales, libertés démocratiques), à proposer à toutes les classes et aux Français d'Indochine un accord politique contre la menace japonaise, à substituer aux syndicats rouges une multitude d'amicales ouvrières, de groupes d'études, de mutuelles, de coopératives qui peuvent opérer semi-légalement. A développer aussi, dans les trois *ky*, une presse en vietnamien (*Tuong Lai, Ban Zan, Doi Moi*, etc.) et en français (*Demain, Le Peuple*) et à être présent dans les institutions officielles ; aux élections de la Chambre des représentants du Tonkin en 1938, les listes soutenues par le PCI obtiennent quinze sièges. Mais il en résulte aussi beaucoup de confusion : faut-il choisir entre l'impérialisme français et le péril japonais, faut-il penser l'avenir national en termes d'Indochine ou de Vietnam ? Le PCI ne parvient pas à résoudre clairement ce double dilemme et doit défendre en 1938-1939 une politique ambiguë de « front antifasciste » qui désoriente plus d'un de ses militants. Ce qui favorise peut-être la remontée, à la veille de la guerre, des millénarismes paysans en Cochinchine. Ce qui permet aussi à l'opposition de gauche trotskiste, elle-même divisée entre ceux qui refusent toute entente avec les staliniens et ceux qui, comme Ta Thu Thau, ne l'excluent pas, de marquer des points dans le Sud, à sa presse d'acquérir une grande influence et à ses leaders de remporter contre leurs adversaires staliniens et constitutionnalistes les élections au Conseil colonial de Cochinchine du 30 avril 1939, où ils obtiennent quatre sièges.

A cette date, la guerre mondiale est commencée en Chine depuis près de deux ans et l'Indochine est soudainement devenue l'arrière immédiat de la ligne de front. Arrière qui paraît bien affaibli à ses chefs, en raison certes de la menace japonaise, mais tout autant parce que, dans la partie vietnamienne de ce maillon maintenant fragilisé du système colonial français, la culture nationaliste exerce une influence profonde sur la

société civile moderne en voie de formation et se conjugue désormais avec l'hégémonie politique acquise par un communisme particulièrement dynamique. Depuis 1923, l'avancée de la conscience politique dans la société vietnamienne a été considérable. Il n'est pas, à cet égard, de meilleur témoignage que celui, lucide, du futur directeur général de la Sûreté et des Affaires politiques, Georges Grandjean : « Nous n'avons plus personne avec nous, écrivait-il en janvier 1931 [...]. Les mandarins, à qui nous n'avons jamais fait qu'une situation matérielle et morale insuffisante, ne nous servent qu'avec prudence, et, d'ailleurs, ne peuvent plus grand-chose. La bourgeoisie ne veut sans doute pas du communisme, mais elle considère que ce pourrait bien être – comme en Chine – une recette excellente pour l'usage externe, si elle ne vaut rien pour l'usage interne. La jeunesse scolaire est tout entière contre nous : de même le peuple immense et misérable des ouvriers et des paysans. Vraiment, il faudrait faire ici autre chose que réprimer. Il est nécessaire sans doute de rétablir l'ordre matériel. Mais il est non moins nécessaire et urgent de rétablir la paix dans les âmes. Pour cela, il faudrait gouverner, et non se contenter d'administrer à la petite semaine. Il faudrait réaliser sans délai les réformes qui s'imposent [...] ⁸². » Analyse plus que jamais pertinente en 1937.

Les dix années qui ont suivi cet avertissement prophétique ont été perdues. Dès lors, le régime colonial, s'il tient toujours solidement l'Indochine, est passé à la défensive. Coïncé entre le néo-colonialisme d'un capitalisme métropolitain en crise, la vitalité des mouvements politiques et sociaux vietnamiens et la menace japonaise, il est acculé à l'unique maniement de l'arme répressive, ultime recours de l'immobilisme politique. Les demandes que présente au ministre des Colonies Georges Mandel l'empereur Bao Dai au cours de son voyage en France en juin 1939 (retour du Tonkin sous l'autorité effective de Huê, *self-government* pour le protectorat) se heurtent à l'impératif d'une mise en valeur plus rationnelle de l'Empire – « pour diminuer le déficit de notre balance et, partant, atténuer l'hémorragie d'or », comme le dira le ministre ⁸³ – et n'ont aucune suite. Certes, le décret du 26 septembre 1939 dissout toutes les organisations communistes : des centaines d'arrestations font disparaître les groupes trotskistes, les restes des partis nationalistes, et font rentrer le PCI dans la clandestinité absolue. A nouveau, les bagnes se remplissent. Mais, à l'évidence, entre l'Indochine souterraine et une colonisation privée d'avenir, l'épreuve de force finale n'est que différée.

7 / Résistances, nationalismes et mouvements sociaux (1900-1939)

1. *Situation politique et financière du Laos en 1907*, CAOM, Fonds de la résidence supérieure du Laos, D3.

2. Selon la formule de son historien, François MOPPERT, « La révolte des Bolovens, 1901-1936 », in P. BROCHEUX, *Histoire de l'Asie du Sud-Est. Révoltes, réformes,*

révolutions, PUL, 1981 ; cf. aussi J. B. MURDOCH, « The 1901-1902 Holy Man's Rebellion », *Journal of the Siam Society*, janvier 1974.

3. Isabelle ALLETON, « Les Hmong aux confins de la Chine et du Vietnam : la révolte du Fou (1918-1922) », in P. BROCHEUX, *op. cit.*

4. A. FOREST, *Le Cambodge et la colonisation française. Histoire d'une colonisation sans heurts (1897-1920)*, *op. cit.*

5. A. FOREST, *op. cit.*, p. 410 sq.

6. A. FOREST, *op. cit.* Cf. également A. SOUYRIS-ROLLAND, « La piraterie au Cambodge », *Bulletin de la Société des études indochinoises*, 4^e trim. 1950.

7. *Ibid.*

8. A. FOREST, *op. cit.*, p. 398 sq.

9. Sur ces aspects, voir la remarquable analyse de A. FOREST, *op. cit.*

10. A. FOREST, *op. cit.*, p. 162, n. 3.

11. *Le Démocrate*, Phnom Penh, 12 août 1946, cité par R. PRESCHÉZ, *Essai sur la démocratie au Cambodge*, FNDSP, CERI, 1961, p. 7.

12. PHOUK CHHAY, *Les Élités politiques du Cambodge contemporain*, thèse dactylographiée de la faculté des lettres de Phnom Penh, vers 1965, p. 87.

13. D. CHANDLER, *A History of Cambodia*, Westview Press, Allen and Urwin, Boulder, Colorado, 1992, p. 159.

14. F. Joly, *Les Débuts du nationalisme au cambodge*, mémoire de l'École nationale de la France d'outre-mer, 1954 ; V.M. REDDI, *The Cambodian Independence Movement, 1939-1955*, Tirupati, 1970.

15. A. FOREST, « Les manifestations de 1916 au Cambodge », in P. BROCHEUX, *Histoire de l'Asie du Sud-Est...*, *op. cit.*

16. Que décrit remarquablement le grand livre d'E. PORÉE-MASPERO, *Étude sur les rites agraires des Cambodgiens*, rédigé en 1941, Mouton, Paris, 3 vol., 1962, 1964, 1969.

17. E. AYMONIER, *Le Cambodge*, Paris, 1900-1904, 3 vol., t. I, p. 56.

18. G. COULET, *Les Sociétés secrètes en terre d'Annam*, Paris, 1926.

19. NGUYEN THÈ ANH, « Sociétés secrètes, cour de Huê et gouvernement de Cochinchine à la veille de la mort de Tu Duc (1882-1883) », *Approches-Asie*, décembre 1978-janvier 1979.

20. « Demandez à Gia long », poème traduit et publié par NGUYEN THÈ ANH, *Monarchie et fait colonial au Vietnam (1875-1925)...*, *op. cit.*, p. 245. Voir sur ces questions D. MARR, *Vietnamese Tradition on Trial, 1900-1945*, *op. cit.*, p. 304.

21. Voir NGUYEN THÈ ANH, *Monarchie et fait colonial au Vietnam (1875-1925)*, *op. cit.*

22. *Nam su Kinh ou Guong su Nam, Miroir de l'histoire du Vietnam*, Hanoi, 1910.

23. PHAM Quynh, « Vers une doctrine nationale », *Nouveaux essais franco-annamites*, Hanoi, 1938.

24. « Le roi symbole de la nation », *ibid.*

25. Dont le personnage de Gilbert Chieu est très représentatif. Voir P. BROCHEUX, « Note sur Gilbert Chieu (1867-1919), citoyen français et patriote vietnamien », *Approches-Asie*, n° 11, Paris, 1992.

26. Les travaux qui font autorité sont ceux de G. BOUDAREL, « Phan Boi Chau et la société vietnamienne de son temps », « Mémoires de Phan Boi Chau », *France-Asie*, n°s 194-195, Paris, 1968 et 1969 ; et D.G. MARR, *Vietnamese anticolonialism, 1885-1925*, Berkeley, 1971. Voir également l'étude de Masaya SHIRAIISHI, *Phan Boi Chau in Japan : 1905-1908. The Solidarity among the Asian People of the Same Sickness*, Institute of Social Studies, La Haye, septembre-octobre 1980, et Chr. E. GOSCHA, *Thailand and the Southeast Asian Networks of the Vietnamese Revolution (1885-1954)*, Surrey, Curzon Press, 1999.

27. P. BROCHEUX, « Note sur Gilbert Chieu »..., *op. cit.*

28. Parue dans le *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, mars-juin 1907. Sur Phan Châu Trinh (autre graphie : Phan Châu Trinh) cf. l'excellent ouvrage documentaire de LÊ THI KINH (Phan Thi Minh), *Phan Châu Trinh qua những tài liệu mới* (« Phan Châu Trinh à travers les nouvelles sources »), Da Nang, 2001.

29. Voir J. KLEINEN, « Do Not Pay Taxes : The Anti-Tax Revolt in Central Vietnam, 1908 », in L.E. BAUZON éd., *A Comparative Study of Peasant Unrest in Southeast Asia*, Southeast Asian Studies program, Institute of Southeast Asian Studies, Singapour, 1991 ; R. LORRIN, *Le Mouvement social contre l'impôt en Annam en 1908*, mémoire de l'EPHE, Paris, s.d.

30. D. HÉMERY, « En Indochine française, réformisme colonial et nationalisme vietnamien au XX^e siècle. Le sarrautisme et ses avatars », *Cahiers d'études indochinoises*, IHPOM, Aix-en-Provence, 1992 et, du même auteur, *L'Indochine, les droits humains (1899-1954). Entre colonisateurs et colonisés, la Ligue des Droits de l'Homme*, « Outre-mers », 1^{er} semestre 2001.

31. Voir A. LARCHER, *Réalisme et idéalisme en politique coloniale : Albert Sarraut et l'Indochine, 1911-1914*, mémoire de maîtrise d'histoire, université Paris-VII, 1992, et *La légitimation française en Indochine : mythe et réalités de la collaboration franco-vietnamienne*, thèse de doctorat d'histoire, université Paris-VII, 2000, deux volumes, dactylographiée. Sur l'équipe d'A. Sarraut, P. MORLAT, *Les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923). Les grands commis : du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995.

32. Général PENNEQUIN, « Pour garder l'Indochine », *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1913. Sur Pennequin, voir la thèse de Mireille FAVRE-LE VAN HO, *Un milieu porteur de modernisation : travailleurs et tirailleurs vietnamiens en France pendant la Première Guerre mondiale*, thèse de l'École des chartes, Paris, 1986.

33. Voir M. FAVRE-LE VAN HO, *Un milieu porteur de modernisation...*, *op. cit.* et ZUONG VAN GIAO, *L'Indochine française pendant la guerre de 1914-1918, Contribution à l'étude de la colonisation indochinoise*, Paris, 1925.

34. HUE TAM HO TAI, « The Politics of Compromise : the Constitutionnalist Party and the Electoral Reforms of 1922 in French Cochinchina », *Modern Asian Studies*, juillet 1984.

35. D. HÉMERY, « A propos de la demande d'admission du jeune Hô Chi Minh à l'École coloniale en 1911 », in G. BOUDAREL, *La Bureaucratie au Vietnam*, L'Harmattan, Paris, 1983, p. 26-30.

36. PHAM QUYNH, *Essais franco-annamites*, Paris, 1930. Sur Nguyen Van Vinh, voir Ch. E. GOSHA, « le barbare moderne : Nguyen Van Vinh et la complexité de la modernité occidentale au Vietnam colonial », *Outre-mers. Revue d'histoire*, 2^e semestre 2001.

37. HUE TAM HO TAI, « The Politics of Compromise : The Constitutionnalist Party and the Electoral Reform of 1922 in French Cochinchina », *op. cit.* Sur le constitutionnalisme, voir R.B. SMITH, « Bui Quang Chieu and the Constitutionnalist Party in French Cochinchina, 1917-1930 », *Modern Asian Studies*, avril 1969 ; Megan COOK, « The Constitutionnalist Party in Cochinchina : the Years of Decline, 1930-1942, *Monash Papers on Southeast Asia*, n° 6, Monash University, Australie, 1977 ; P. BROCHEUX, « Élite, bourgeoisie, ou la difficulté d'être », *Autrement*, série Mémoires, n° 17, *Saigon 1925-1945*, Paris, 1992.

38. D. MARR, *Vietnamese Tradition on Trial, 1900-1945*, *op. cit.*, p. 32.

39. D. HÉMERY, « Ta Thu Thau : l'itinéraire politique d'un révolutionnaire vietnamien pendant les années 1930 », in P. BROCHEUX, *Histoire de l'Asie du Sud-Est*, *op. cit.*, p. 193-222, et « Le communisme national : au Vietnam, l'investissement du marxisme par la pensée nationaliste », in *Les Aventures du marxisme. Actes du colloque international pour le centenaire de Marx*, Syros, Paris, 1984 ; TRINH Van Thao, *Le Vietnam du confucianisme au marxisme*, L'Harmattan, Paris, 1992.

40. Voir HUE TAM HO TAI, *Radicalism and the Origins of the Vietnamese Revolution*, Cambridge, Mass., Londres, 1992, ainsi que D. HÉMERY, « Ta Thu Thau... », *op. cit.*, et « Saigon la Rouge », *Autrement*, série Mémoires, n° 17, *Saigon 1925-1945*, Paris, 1992.

41. G. BOUDAREL, « L'extrême gauche asiatique et le mouvement national vietnamien (1905-1925) », in P. BROCHEUX, *Histoire de l'Asie du Sud-Est...*, *op. cit.*

42. Ph. PEYCAM, *Intellectuals and Political Commitment in Vietnam : the Emergence of a Public Sphere in Colonial Saigon*, Ph. D Université de Londres, School of Oriental and African studies, 1999, non publié.

43. NGO TAT TO, *Thoi Vu*, n° 9.

44. W.F. FREDERICK, « Alexandre Varenne and politics in Indochina, 1925-1926 », in W.F. VELLA, *Aspects of Vietnamese History*, Honolulu, 1973, p. 96-159 ; F. KOERNER, « Un socialiste auvergnat gouverneur général de l'Indochine. Le cas d'A. Varenne, 1925-1928 », *Revue historique*, janvier-mars 1981.

45. NGUYEN PHAN LONG, *L'Écho annamite*, 6 juin 1924.

46. Daniel HÉMERY, « Ta Thu Thau... », *op. cit.*

47. Gouvernement général de l'Indochine, *Contribution à l'étude des mouvements politiques de l'Indochine françaises*, Hanoi, 1933-1934, 6 vol., t. II : *Le Viet Nam Quoc Dan Dang ou Parti national annamite au Tonkin (1927-1932)*.

48. P. BROCHEUX, *Ho Chi Minh*, Presses de Science Po, Paris 2000 ; W. DUIKER, *Ho Chi Minh*, New York, Hyperion Presse, 2000. D. HÉMERY, *Ho Chi Minh. De l'Indochine au Vietnam*, Gallimard, collection « Découvertes », Paris, n° 97, 1990, et « Jeunesse d'un colonisé, genèse d'un exil. Ho Chi Minh jusqu'en 1911 », *Approches-Asie*, n° 11, Economica, Paris, 1992 ; THU TRANG-GASPARD, *Ho Chi Minh à Paris (1917-1923)*, L'Harmattan, Paris, 1992 ; A. RUSCIO, *Ho Chi Minh. Textes 1914-1969*, L'Harmattan, Paris, 1990.

49. C. LIAUZU, *Aux origines du tiers-mondisme. Colonisés et anticolonialistes (1919-1939)*, L'Harmattan, Paris, 1982.

50. HUYNH KIM KHANH, *Vietnamese Communism, 1925-1945*, Cornell University Press, Ithaca, 1981 ; Nathalie AZÈMA, *Le Mouvement et le journal « Thanh Nien », 1925-1930*, mémoire de maîtrise d'histoire, université Paris-VII, 1982, dactylographié ; HUE TAM HO TAI, *Radicalism...*, *op. cit.*

51. J.F. GIEBEL, *Ba Son 1925. The Strike at the Arsenal of Saigon. A Closer Look at Events and their Interpretations, master of arts, Cornell University*, 1989.

52. NGUYEN AN NINH, *La Cloche fêlée*, 26 novembre 1926.

53. HUYNH KIM KHANH, *Vietnamese Communism...*, *op. cit.*, p. 111.

54. Cf. P. BROCHEUX, « Le prolétariat des plantations d'hévéas au Vietnam méridional : aspects sociaux et politiques (1927-1937) », *Le Mouvement social*, janvier-mars 1975.

55. D. HÉMERY, « Du patriotisme au marxisme : l'immigration vietnamienne en France de 1925 à 1930 », *Le Mouvement social*, janvier-mars 1975, et « Ta Thu Thau... », *op. cit.*

56. Parmi les enquêtes menées à l'époque se détachent L. ROUBAUD, *Vietnam, la tragédie indochinoise*, Paris, 1931, et A. VIOLLIS, *Indochine S.O.S.*, Paris, 1935.

57. J. KLEINEN, *Sugar and Blood. Was the Quang Ngai Revolt of 1930-1931 an Exception to the General Rules of Agrarian Revolt ?*, 12th Conference of Hong Kong, 24-28 juin 1991.

58. VIET DAN, HOANG VAN DAO, *Viet Nam Quoc Dan Dang* (« Le Parti national vietnamien »), Saigon, 1965, p. 90-91.

59. Deux études essentielles : P. BROCHEUX, « L'implantation du mouvement communiste en Indochine française : le cas du Nghe Tinh (1930-1931) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1977 ; NGO VINH LONG, *Peasant Revolutionary Struggles in Vietnam in the 1930's.*, Harvard University Press, mai 1978. Voir également TRAN HUY LIEU, *Les Soviets du Nghe Tinh de 1930-1931 au Vietnam*, Hanoi, 1960, et GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE, *Contribution...*, *op. cit.*, vol. V : *La Terre rouge en Annam*.

60. J. KLEINEN, *Sugar and Blood...*, *op. cit.*

61. TRAN HUY LIEU, *Les Soviets du Nghe Tinh de 1930-1931 au Vietnam*, Hanoi, 1960 et TRAN VAN GIAU, *Giai Cap Cong Nhan Viet Nam : Tu Dang Cong San Thanh Cap Den Cach Mang Thanh Cong* (« La classe ouvrière vietnamienne : de la formation du parti communiste jusqu'au succès de la révolution »), Hanoi, 1962-1963, vol. I, p. 124-125.

62. F.S. LITTEN, « The Noulens Affair », *China quarterly*, juin 1994.

63. A. SARRAUT, *Grandeur et servitude coloniales*, Paris, 1931, p. 219.

64. Télégramme du 16 mai 1930, CAOM, Indochine Nouveau Fonds, 2636.

65. J. MARSEILLE, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, *op. cit.*, notamment les chap. 7, 8, 9, 10, 14.

66. A. SARRAUT, *Grandeur et servitude coloniales*, *op. cit.*, p. 260-276.

67. Sur la politique française en Indochine de 1930 à 1939, voir D. HÉMERY, « Aux origines des guerres d'indépendance vietnamiennes : pouvoir colonial et phénomène communiste en Indochine avant la Seconde Guerre mondiale », *op. cit.*

68. *Ibid.*

69. P. BERNARD, *Le Problème économique indochinois*, Paris, 1934 ; *Nouveaux aspects du problème économique indochinois*, Paris, 1937.

70. P. VARENNE, *Politique étrangère*, février 1938.

71. *Ibid.*

72. D. HÉMERY, *Aux origines des guerres d'indépendance...*, *op. cit.*

73. Megan COOK, *The constitutionalist Party in Cochinchina...*, *op. cit.*
 74. Lettre au ministre des Colonies Paul Reynaud, CAOM, Indochine NF 2939.
 75. *France-Indochine*, 30 octobre 1931.
 76. Lettre du 19 août 1935, CAOM, Indochine Nouveau fonds, 1836.
 77. Rapport sur la situation politique de l'Annam au mois de mai 1931, CAOM, Indochine nouveau Fonds, 1597.
 78. Voir D. HÉMERY, *Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine. Communistes, trotskistes, nationalistes à Saïgon de 1932 à 1937*, Paris, F. Maspero, 1975.
 79. Cité par D. HÉMERY, *ibid.*, p. 188.
 80. *Ibid.*, III^e partie.
 81. *Ibid.*, p. 396.
 82. Lettre du 22 janvier 1931, CAOM, papiers Marius Moutet, PA28. C3.
 83. G. MANDEL, *Discours de Longpont*, 1939.
-